Montréal dimanche 12 février 2006 Le plus grand quotidien français d'Amérique 122e année no 112 72 pages 6 cahiers
75¢ taxes en sus - Édition provinciale 85¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE

UNE PREMIÈRE MÉDAILLE D'OR

JENNIFER HEIL REMPORTE L'ÉPREUVE DES BOSSES

SPORTS PAGES 1 À 3

PHOTO ERIC GAILLARD, REUTERS

TORINO 2006

› HOCKEY LES CANADIENNES DÉMARRENT EN TROMBE PAGE 4
› LA CHRONIQUE DE PIERRE FOGLIA PAGE 5
› TORINISSIMO PAGES 8 ET 9

La controverse des caricatures de Mahomet fait toujours rage

LES MUSULMANS DE MONTRÉAL MANIFESTENT DANS LE CALME

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

La grogne entourant la publication de caricatures de Mahomet a continué à se faire entendre, hier. Cette fois, c'est l'Occident qui a été le théâtre des protestations. À Montréal (notre photo), quelque 400 personnes ont manifesté pacifiquement au centre-ville, malgré les appels à la retenue de plusieurs imams.

LAURA-JULIE PERREAULT

Pas de drapeaux brûlés. Pas de slogans haineux. Pas de « dérapages » comme l'avaient prédit plusieurs.

C'est dans le calme hier que quelque 400 musulmans de Montréal ont manifesté leur colère à l'endroit des caricatures de Mahomet, au coeur d'une controverse mondiale des mois après leur publication dans un journal danois.

L'émotion était pourtant au rendez-vous, hier après-midi, à l'angle des rues Sherbrooke et McGill College.

Sur des pancartes peintes en vert — la couleur de l'islam —, on pouvait lire « non à la violence », « non à l'insulte de nos prophètes Mahomet, Jésus, Moïse ». À 14 h, les organisateurs de la manifestation ont lancé des « Allah Akbar » (Dieu est grand) auxquels les participants de la manifestation ont répondu avec ferveur.

Des modérateurs qui se trouvaient dans la foule gardaient l'oeil ouvert et n'hésitaient pas à intervenir si l'un des manifestants semblait vouloir s'emporter.

›Voir MUSULMANS en page A2

L'armée fait des économies au détriment du français

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les Forces canadiennes comptent réserver aux anglophones l'usage de leurs nouveaux véhicules blindés, achetés au coût de 700 millions de dollars, parce qu'elles ne veulent pas faire traduire en français les documents et manuels d'instruction par mesure d'économie, selon un rapport militaire dont a fait état hier le quotidien *Ottawa Citizen*. Cette décision inhabituelle survient alors que le ministère de la Défense nationale fait déjà l'objet de critiques pour s'être dérobé à ses obligations relativement au bilinguisme. Le nouveau Système de canon mobile (SCM) constitue l'un des piliers sur lesquels doivent reposer les nouvelles Forces canadiennes.

›Voir ARMÉE en page A8

Dieu et l'effet de serre

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

La pub s'ouvre sur l'image d'une église protestante baignée de soleil. Un homme aux cheveux gris entre bientôt dans le champ. Il s'agit d'un pasteur de Floride, Joel Hunter, dont le titre et le nom apparaissent en lettres blanches à l'écran.

Au son d'une musique céleste, l'homme de foi adresse aux téléspectateurs la question suivante : « Savez-vous que des leaders évangéliques nous disent que le réchauffement planétaire doit être stoppé ? »

Après une brève pause, il poursuit, accompagné cette fois-ci d'une musique plus menaçante :

›Voir HÉTU en page A8

SOCIÉTÉ
LA MONTÉE DE L'ISLAMISME
PLUS PAGES 1 À 3

HABITATION
DÉNICHER UN CHALET
LA PRESSE AFFAIRES
PAGES 1 ET 3

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
« Moi aussi, je vais fonder un parti : Québec solitaire. »
- Pierre Paradis

SOMMAIRE

Astrologie du jour	LECTURES	18
À tire-d'aile	ACTUEL	10
Bandes dessinées	LECTURES	18
Bridge	ACTUEL	9
Décès	ACTUEL	9
Forum	A	13 à 15
Génies en herbe	LECTURES	16
Grille thématique	LECTURES	16
Horaire télévision	ARTS	4
Loteries	A	5
Monde	A	12
Mots croisés	LECTURES	18
Mot mystère	ACTUEL	8
Observateur	LECTURES	18
Petites annonces	ACTUEL	7 et 9

Météo
Ciel variable, maximum -8, minimum -16, plus de détails en page SPORTS 13

DIM 6 21924 12352 3

2 (F) 1
SPORTS PAGE 14

Canon
EOS REBEL XT DIGITAL
Résolution de 8 mégapixels
Objectif 18-55 mm inclus
Système autofocus sur 7 zones
1099,99$
Recevez en prime une carte mémoire 512 Mo et un sac photo.
CANON POWERSHOT A520
- Résolution de 4 mégapixels
- Zoom optique 4x
269,99$
- Chargeur et piles en prime
CANON POWERSHOT S2 iS
- Résolution de 5 mégapixels
- Zoom optique 12x
- Écran ACL 1,8"
599,99$
- Chargeur et piles en prime
L.L.Lozeau Ltée
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE
6229, St-Hubert | 514.274.6577
Montréal, Québec | www.lozeau.com
Desjardins accord D · METRO BEAUBIEN
Valide jusqu'au 27 février 2006
Photos peuvent différer

CARICATURES DES MUSULMANS PROTESTENT

Mahomet : portrait d'une croyance

LAURA-JULIE PERREAULT

Hier, sept mosquées ont ouvert leurs portes aux non-musulmans pour partager avec eux l'histoire de leur prophète. Une histoire assez courte — elle s'étend sur 30 ans — mais qui a profondément marqué le monde. Aujourd'hui, 1 milliard d'êtres humains marchent dans les pas de Mahomet.

Mahomet, nom arabe qui signifie « le louangé », est né à La Mecque, en 570, dans une puissante tribu arabe. À l'époque, des divinités païennes étaient révérées dans cette ville marchande qui fait aujourd'hui partie de l'Arabie Saoudite.

Comme le récit de la naissance de Jésus dans le Nouveau Testament, l'histoire de la naissance de Mahomet est entourée de signes divins. Selon les fidèles du prophète, un envahisseur potentiel de La Mecque a été miraculeusement défait par une armée d'oiseaux qui est intervenue quelque temps avant la naissance de Mahomet. Quelques années plus tard, deux anges sont intervenus pour enlever du coeur de Mahomet tout signe d'impureté.

Selon les croyances musulmanes, l'ange qui avait annoncé à Marie qu'elle mettrait Jésus au monde a alors donné un ordre à Mahomet : récite !

L'histoire d'un prophète

Mais selon les textes musulmans, c'est à l'âge adulte que Mahomet est devenu le « dernier » prophète désigné pour parfaire les autres religions monothéistes.

L'histoire raconte que parce qu'il était exaspéré par les rites païens qui avaient cours à La Mecque, Mahomet avait l'habitude de se retirer dans une cave pour méditer. En 610, à l'âge de 40 ans, il reçoit dans cette grotte une visite qui change sa vie : l'ange Gabriel.

Selon les croyances musulmanes, l'ange qui avait annoncé à Marie qu'elle mettrait Jésus au monde a alors donné un ordre à Mahomet : récite ! Au cours des années qui ont suivi, Mahomet devait recueillir les paroles d'Allah (Dieu), livrée par l'ange, puis les réciter.

Le livre sacré de l'islam, le Coran, signifie littéralement récitations. Mahomet était illettré, c'est donc son entourage qui a mémorisé ou transcrit les paroles confiées à Mahomet par l'ange Gabriel. Les messages divins que Mahomet répandait dans sa ville natale ont vite fait de déranger les leaders de La Mecque. Menacé de mort, Mahomet quitte La Mecque avec ses fidèles. En 622, il franchit plus de 300 km à pied avec les siens, en plein désert, pour s'établir à Yathrib. Cette migration, nommée l'Hégire, marque le début du calendrier musulman.

À Yathrib, qui sera rebaptisée Médine (la ville du prophète), Mahomet fonde la première communauté musulmane, pierre angulaire de ce qui deviendra vite une nation. Dix ans après l'Hégire, Mahomet et son armée réussissent à conquérir La Mecque.

À sa mort, en 632, Mahomet avait créé les premiers jalons d'un empire.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE©

Environ 200 personnes ont manifesté dans les rues du centre-ville de Montréal, hier. Sur notre photo, Michel Brunelle (à droite) discute avec un manifestant musulman.

Les musulmans de Montréal manifestent dans le calme

MUSULMANS
suite de la page A1

« On doit maintenir la paix ! Nous allons montrer à tout le monde que les musulmans sont des gens civilisés ! » a dit en début de manifestation le principal instigateur de l'événement, l'imam de la mosquée Al-Qods, Saïd Jaziri.

« En fait, jusqu'à maintenant, ce n'est pas dans notre camp qu'il y a de la violence. Deux mosquées ont été attaquées par des gens qui ne veulent pas que nous manifestions », a ajouté l'imam. Il a profité de sa tribune pour critiquer un groupe d'imams montréalais qui ont convoqué une conférence de presse pour demander aux musulmans montréalais de ne pas se présenter à la manifestation d'hier.

Craignant des débordements semblables à ceux observés à travers le monde au cours des deux dernières semaines, ils ont plutôt demandé aux fidèles de Mahomet d'accueillir les non-musulmans dans les mosquées de Montréal. « Certains imams veulent la dictature ! Mais ça ne me dérange pas. Nous allons manifester, prendre un peu d'air frais, puis retourner chez nous », a dit l'imam Jaziri.

Les appréhensions des autres leaders musulmans ont pourtant eu un impact sur la planification de la manifestation. Contrairement au plan original, les protestataires ne se sont pas rendus hier jusqu'au consulat du Danemark, à la Place Ville-Marie. Selon un photographe de presse qui a assisté à la scène, dès qu'un manifestant a exhibé un drapeau danois, avec l'intention de le piétiner, les organisateurs de la manifestation l'ont confisqué.

Pour la liberté d'expression...

Une contre-manifestation, qui s'est tenue de l'autre côté de la rue Sherbrooke, a causé quelques remous parmi les manifestants musulmans. Un homme, qui refusait de dévoiler son nom hier, s'est notamment promené dans la foule avec un portrait de Mahomet sur une pancarte. La plupart des musulmans croient qu'il est interdit de représenter le visage du prophète. « Mais moi, je ne suis pas musulman. Je ne suis pas restreint aux mêmes règles que les musulmans. Je défends simplement ma liberté d'expression », s'est justifié l'homme, niant vouloir provoquer des escarmouches.

La police a procédé à une arrestation une quinzaine de minutes avant le début de la manifestation. L'individu appréhendé n'était pas un manifestant. Il a lancé des insultes à l'imam Saïd Jaziri et a refusé de quitter les lieux à la demande des policiers.

Sortie familiale

Les musulmans qui ont participé au rassemblement hier étaient majoritairement des hommes, mais une vingtaine de femmes avaient aussi décidé d'enfiler leurs manteaux d'hiver pour exprimer leur indignation.

Shafia Barhouni a convaincu ses trois enfants de 8 ans, 5 ans et 3 ans de se joindre à elle. Son aîné Abdehrrahm avait fabriqué une petite pancarte qui disait « c'est méchant, ce qui est fait au prophète ». « Pour moi, cette cause est très importante. Mes enfants doivent aimer le prophète plus que moi et leur père », a dit la maman d'origine tunisienne, qui a choisi,il y a 11 ans,de s'installer à Montréal avec son mari.

Son fils, qui était fier d'assister à la manifestation, était quelque peu peiné que seulement quelques centaines de personnes aient daigné se présenter.

Salam Elmenyawi, qui s'est opposé à la manifestation d'hier, était pour sa part soulagé de voir que seulement 400 des 100 000 musulmans montréalais ont répondu à l'invitation de l'imam Jaziri.

« Ça démontre qu'ils ont entendu notre message ! » claironnait hier le président du Conseil musulman de Montréal.

Toronto et Philadelphie

Les musulmans de la métropole québécoise n'étaient pas les seuls à manifester hier. Au centre-ville de Toronto, 1300 personnes ont dénoncé l'islamophobie.

À Philadelphie, aux États-Unis, environ 200 musulmans se sont rassemblés devant les locaux du *Philadelphia Inquirer* pour dénoncer la reproduction d'un des dessins par le journal la semaine dernière. Les manifestants, se disant blessés, ont cependant souligné que juridiquement, le journal avait le droit de publier cette caricature.

Plus tôt cette semaine, une manifestation spontanée a aussi eu lieu à Halifax après qu'un professeur de philosophie eut affiché les 12 caricatures controversées sur la porte de son bureau.

PHOTO CP

Seul incident signalé par la police : un homme qui voulait s'en prendre à des manifestants. Il a été arrêté sur-le-champ.

CARICATURES DES MUSULMANS PROTESTENT

JOURNÉE PORTES OUVERTES DANS LES MOSQUÉES

« Créer les ponts de la compréhension »

MALORIE BEAUCHEMIN

Le Centre islamique du Québec, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, avait tous les airs d'une école du dimanche, hier après-midi. Coran à la main, Murad Abu Muhammed explique, gesticule, raconte, démystifie. Il n'est pas devant des fidèles, des musulmans, mais plutôt devant une dizaine de visiteurs qui ont profité de la journée portes ouvertes dans les mosquées de la région de Montréal pour en savoir un peu plus sur l'islam.

« Je suis heureux d'entrer en contact avec eux. Le message qu'on entend habituellement, ce n'est pas ça. C'est un message de haine et de violence. Là, c'est un début de dialogue, mais il faudrait que ça continue », raconte Robert Samson, résidant de l'arrondissement de Saint-Laurent, après sa visite de la mosquée Al-Islam et sa rencontre avec Murad Abu Muhammed.

M. Samson a passé l'après-midi à discuter de l'islam, des caricatures, du respect, de la liberté d'expression, à répondre aux questions des quelques dizaines de visiteurs, attirés par cette journée portes ouvertes dans plusieurs mosquées.

« Les gens sont compréhensifs, ils sont très curieux, ils ont posé beaucoup de questions, a souligné Murad Abu Muhammed. Avec les réactions qui se sont produites dans certains pays, ils ont pensé que c'était normal parce que c'était l'islam qui appelait les gens à réagir comme ça. Maintenant ils ont compris que c'était une réaction spontanée et que c'est regrettable qu'il y ait eu des incendies dans certains consulats. Beaucoup sont venus pour nous dire qu'ils avaient compris que la liberté d'expression ne voulait pas dire l'insulte. »

Bien que la journée portes ouvertes d'hier dans les mosquées n'ait pas été un succès de foule, avec seulement quelques dizaines de visiteurs par mosquée, le président du Conseil musulman de Montréal, Salam Elminyawi, s'est dit très satisfait de cette initiative.

« Nous sommes très contents, il y a eu du monde, même la ministre de l'immigration, Lise Thériault, est venue faire un tour, a souligné M. Elminyawi en fin d'après-midi à la mosquée Assunnah Annabawyah, dans le quartier Parc-Extension.

PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE©

« Les gens sont compréhensifs, ils sont très curieux, ils ont posé beaucoup de questions », a souligné Murad Abu Muhammed, directeur du Centre islamique du Québec.

« Nous avons réussi à créer les ponts de la compréhension, a-t-il ajouté. Nous avons réussi à transformer quelque chose de négatif et insultant, les caricatures du prophète Mahomet, en quelque chose de positif, un dialogue entre les gens. »

« Je suis venu pour apprendre, au delà des journaux, pour avoir affaire aux vraies personnes », a expliqué Frédéric Kantorowski.

Même constat à la mosquée Al-Ommah Al-Islamiah, au centre-ville de Montréal, où quelques curieux ont pu observer en silence les fidèles effectuer la prière de l'après-midi. L'imam Fawaz souhaite que les gens comprennent que l'islam n'est pas une religion qui propage la haine. « On veut dire aux gens qu'on est contre les manifestations et la violence », a souligné l'imam de la mosquée.

Une bonne dose de réalité, c'était aussi ce qu'était venu chercher Frédéric Kantorowski. « Je suis venu pour apprendre, au delà des journaux, pour avoir affaire aux vraies personnes, a-t-il expliqué. On véhicule souvent des idées fausses, une journée comme ça permet de préciser certaines choses, de donner un côté humain à toute cette histoire. »

Les journées portes ouvertes se poursuivent aujourd'hui et la fin de semaine prochaine dans les mosquées de la région montréalaise.

Entre-temps, une campagne de sensibilisation sera effectuée dans les stations de métro achalandées. Des dépliants contenant des témoignages sur le prophète Mahomet seront alors distribués.

La crise des caricatures : chronologie

> 17 septembre 2005 : Dans un article publié dans le plus grand quotidien du Danemark, le *Politiken*, un auteur danois dénonce qu'à la suite de l'assassinat du cinéaste Theo Van Gogh, aucun artiste n'a voulu illustrer son livre *Le Coran et la vie du prophète Mahomet*.

> 30 septembre 2005 : En réponse au débat qu'a suscité l'article du *Politiken*, le journal danois *Jyllands-Posten* publie 12 caricatures de Mahomet. L'une d'elles montre le prophète Mahomet avec une bombe sur la tête en lieu de turban.

> Octobre 2005 : Des ambassadeurs de pays musulmans demandent un entretien avec le premier ministre danois, qui refuse de les rencontrer.

> 14 octobre 2005 : Première manifestation contre les caricatures à Copenhague.

> 31 octobre 2005 : Une alerte à la bombe bouleverse la rédaction du *Jyllands-Posten*.

> 10 janvier 2006 : Une publication norvégienne imprime à nouveau les caricatures danoises.

> 26 janvier 2006 : L'Arabie Saoudite rappelle son ambassadeur du Danemark

> 30 janvier : Des hommes armés prennent d'assaut les bureaux de l'Union européenne dans la bande de Gaza et demandent des excuses.

> 31 janvier 2006 : Le journal danois au coeur de la controverse ne s'excuse pas pour les dessins, mais dit regretter d'avoir offensé les musulmans.

> 1er février : Des journaux en France, en Allemagne, en Italie et en Espagne réimpriment les caricatures.

> 4 février : Des Syriens attaquent les ambassades danoise et norvégienne à Damas.

> 5 février : Des manifestants incendient l'ambassade du Danemark à Beyrouth, au Liban.

> 6-7 février : Lors de manifestations, huit personnes sont tuées en Afghanistan.

> 11 février : Des musulmans manifestent au Canada et dans plusieurs villes européennes. Le Danemark retire ses ambassadeurs de l'Iran, la Syrie et l'Indonésie.

Laura-Julie Perreault

SAÏD JAZIRI

Un imam controversé

LAURA-JULIE PERREAULT

Saïd Jaziri est imam depuis tout juste six ans. Mais en cette courte période de temps, celui qui a fondé la mosquée Al-Qods, dans le quartier Saint-Michel, a réussi à attirer l'attention à plus d'une reprise.

Cette semaine, en refusant de rencontrer d'autres leaders musulmans pour décider de l'attitude à adopter face à la controverse des caricatures de Mahomet, il a fait soupirer plusieurs imams montréalais. Dont Salam Elmenyawi, président du Conseil musulman de Montréal.

« On ne peut pas garder toute la communauté musulmane otage d'un homme qui veut faire les choses à sa manière », a-t-il commenté hier.

Saïd Jaziri a ainsi fait cavalier seul parmi les leaders musulmans pour organiser la manifestation qui a eu lieu hier, dans le calme, au centre-ville de Montréal.

En septembre dernier, le jeune homme originaire de Tunisie a aussi laissé bouche bée une grande partie des 100 000 musulmans de Montréal en demandant aux trois ordres de gouvernement de débloquer 20 millions de dollars de fonds publics pour bâtir une grande mosquée à Montréal, comme il en existe déjà une à Paris et à Londres. Depuis, aucune annonce n'a été faite.

Un mois après la présentation de son ambitieux projet, il a à nouveau attiré l'attention des médias quand il a annoncé qu'il se barricadait dans sa mosquée de la rue Bélanger pour éviter que l'Agence des services frontaliers ne l'expulse du Canada.

Saïd Jaziri a fait cavalier seul parmi les leaders musulmans pour organiser la manifestation qui a eu lieu hier, dans le calme, au centre-ville de Montréal.

En fait, il n'était pas menacé d'expulsion immédiate, mais Citoyenneté et immigration Canada voulait réévaluer le statut de réfugié qui lui a été accordé en 1998. Les autorités canadiennes remettent en cause certaines informations que M. Jaziri leur a fournies.

M. Jaziri et son avocate, Hélène Doyon, se sont opposés à ce que les médias assistent aux audiences en avançant que plusieurs témoins convoqués pour les audiences voulaient garder l'anonymat.

Quand *La Presse* s'est enquise auprès de M. Jaziri des avancées dans la réévaluation de son statut, il a affirmé ne pas pouvoir répondre. « Je n'ai pas le droit de parler. Ça va se régler. C'était un problème politique », a-t-il répondu. Or, le dossier était basé sur l'exactitude des faits.

Hier, c'est la police de Montréal, qui, à son tour, a froncé les sourcils. Au début de la manifestation dont il était le centre nerveux, le jeune leader religieux a affirmé qu'un imam montréalais avait été attaqué au couteau vendredi à Montréal.

Le responsable des relations publiques du Service de police de la Ville de Montréal a vérifié auprès de tous ses services. Il n'a trouvé aucun signalement du genre. « Un imam qui se ferait poignarder dans les circonstances actuelles, ça ne passerait pas inaperçu », a dit hier Stéphane Eid, du SPVM.

Mais la controverse ne semble pas nuire à l'imam de la mosquée Al-Qods. Des centaines de personnes s'y rendent tous les jours pour la prière. Et il ne se passe pas une semaine sans que le jeune leader religieux francophone ne soit invité par les médias à commenter les événements qui touchent la communauté musulmane montréalaise.

PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE©

L'imam de la mosquée Al-Qods, Saïd Jaziri, a réussi à attirer l'attention à plus d'une reprise.

CARICATURES DES MUSULMANS PROTESTENT

Les ambassadeurs danois quittent l'Iran, la Syrie et l'Indonésie

ASSOCIATED PRESS

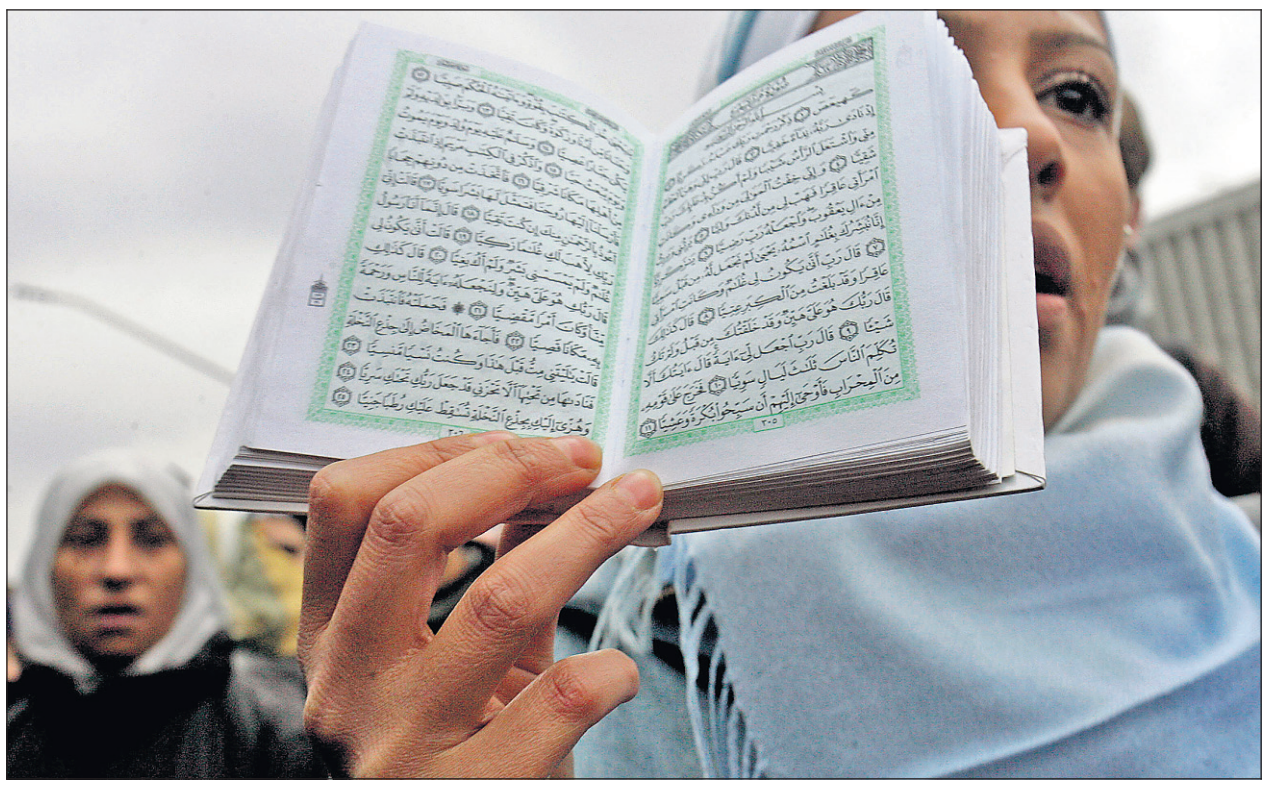


PHOTO AP

Une manifestation devant l'ambassade danoise de Berlin, en Allemagne, a attiré une foule d'environ 1200 personnes, hier.

Principale cible des protestations contre les caricatures de Mahomet, le Danemark a rappelé provisoirement ses ambassadeurs en Iran, en Syrie et en Indonésie afin de préserver leur sécurité et appelé ses ressortissants dans ce dernier pays à le quitter. La Turquie a de son côté lancé samedi un appel à la « responsabilité » et au « bon sens » pour éviter que la polémique ne dresse l'un contre l'autre le monde musulman et le monde chrétien.

Samedi en fin de journée, le ministère danois des Affaires étrangères a exhorté ses ressortissants à quitter immédiatement l'Indonésie, faisant état d'une menace « grave et imminente » de la part d'un groupe extrémiste dont le nom n'a pas été précisé. Le danger concerne l'est de l'île de Java, mais pourrait s'étendre à d'autres parties du pays, y compris l'île touristique de Bali.

Auparavant, le ministère avait fait savoir qu'il avait retiré l'ensemble du personnel diplomatique danois en poste à Téhéran, en raison de « menaces graves et concrètes » contre l'ambassadeur.

Des menaces ont également visé le personnel de l'ambassade en Indonésie, selon le ministère qui avait annoncé dans la matinée l'évacuation de l'ambassadeur et du personnel diplomatique en Syrie.

Le 4 février, le bâtiment abritant la représentation diplomatique danoise à Damas avait été incendié par des manifestants. Un peu plus tôt cette semaine, Copenhague avait fermé sa mission diplomatique au Liban incendiée le 5 février.

Le quotidien danois *Jyllands-Posten* qui avait publié le 30 septembre une douzaine de caricatures du prophète Mahomet a présenté des excuses aux musulmans offensés, tout en justifiant la publication des dessins au nom de la liberté d'expression.

La vague de protestation s'est encore propagée cette semaine dans le monde musulman, avec des manifestations en Indonésie, au Pakistan ou en Afghanistan.

Alors que Washington a accusé la Syrie et l'Iran d'avoir fait tout « leur possible » pour attiser la colère, le Premier ministre turc Reccep Tayyip Erdogan a lancé samedi un appel à la « sagesse » et au « bon sens » à tous les dirigeants de la communauté internationale.

« Ces événements malheureux ont créé une tension à la limite d'une polarisation entre l'Est et l'Ouest, entre les mondes islamique et chrétien, comme on n'en avait pas vu récemment », écrit-il dans une lettre adressée aux pays membres des Nations unies, de l'Organisation de la conférence islamique et de l'OTAN.

« Pour la paix mondiale et la sauvegarde de nos valeur communes, je crois qu'il est désormais devenu essentiel que les hommes d'État et la classe politique agissent avec sagesse et bon sens », ajoute le chef du gouvernement turc.

Reste que les musulmans ne peuvent pas « tolérer des soi-disant critiques qui dépassent manifestement les frontières de la critique pure et sont en fait des insultes directes et de la dégradation du prophète Mahomet », souligne-t-il. « Une telle arrogance culturelle de la part d'une culture ou d'une civilisation ne peut être justifiée ». Dans le même temps, Recep Tayyip Erdogan appelle les musulmans à exprimer pacifiquement leur indignation, assurant que « ceux qui incitent ou provoquent des violences entament leur propre cause ».

Lundi, le premier ministre turc avait déjà lancé un appel au « respect » et au « calme » avec le chef du gouvernement espagnol José Luis Rodriguez Zapatero dans un texte commun publié dans l'*International Herald Tribune*.

Samedi, des manifestants ont piétiné des drapeaux européens à Ankara en criant « nous ne pardonnerons pas ceux qui ont humilié notre prophète ». À Jérusalem, la police israélienne a dispersé une foule de jeunes Palestiniens qui tentaient de brûler des drapeaux danois.

En Indonésie, plusieurs centaines de personnes ont de nouveau manifesté sans incident, tandis qu'au Pakistan, la Ligue musulmane au pouvoir et une coalition d'organisations islamiques radicales ont appelé à la grève le 3 mars et à plusieurs manifestations. À Téhéran, des drapeaux danois et américains ont été brûlés lors d'un grand rassemblement marquant le 27e anniversaire de la Révolution islamique.

Après les grandes manifestations de la veille notamment en Asie, des rassemblements ont aussi eu lieu dans plusieurs capitales européennes. À Londres, plusieurs milliers de musulmans se sont réunis à Trafalgar Square pour dénoncer la publication des caricatures mais aussi condamner les violences suscitées par la polémique. Beaucoup brandissaient des pancartes « Unis contre l'islamophobie ».

En Allemagne, quelque 3000 personnes ont participé à une manifestation devant le consulat général danois à Dusseldorf et 1250 autres devant l'ambassade du Danemark à Berlin.

En France, plusieurs milliers de personnes (7200 selon la police) répondant à l'appel de l'Union des associations musulmanes de Seine-Saint-Denis en région parisienne ont défilé à Paris de la place de la République à celle de la Nation. Un autre rassemblement réunissant 2000 personnes selon la préfecture du Bas-Rhin a eu lieu à Strasbourg.

Aux Pays-Bas, 200 personnes se sont rassemblées pendant une heure à Amsterdam sur la place Dam. Ils étaient également plusieurs centaines à Berne, en Suisse.

HYUNDAI
SE DÉMARQUE...

ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA

SONATA GL 2006
4 cylindres
PDSF : 21 995 $
EN LOCATION à partir de
225 $* par mois/48 mois
3 595 $ comptant
0 $ dépôt de sécurité

ET GAGNE ! La Sonata, gagnante de la meilleure voiture familiale de moins de 35 000 $ selon l'AJAC.

ELANTRA GL 2006
4 portes
PDSF : 14 995 $
EN LOCATION à partir de
159 $** par mois/60 mois
2 295 $ comptant
0 $ dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus

HYUNDAI Va de l'avant MC

ACCENT GL 2006
4 portes
PDSF : 13 995 $
EN LOCATION à partir de
169 $*** par mois/60 mois
1 995 $ comptant
0 $ dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus

LA NOUVELLE GRANDE PETITE VOITURE

Aussi disponible, financement à l'achat à partir de 0 % sur certains modèles.

hyundaicanada.com

3380484A

Photos à titre indicatif seulement. *Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 4 cylindres 2006 à partir de 225 $/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 14 395 $. Comptant de 3 595 $, dépôt de sécurité (0 $) inclus. Frais de transport et de préparation (1 345 $) en sus de la mensualité. Taxes applicables, frais d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec), d'immatriculation, d'assurance et d'acquisition de location basés sur un contrat de 60 mois pour l'ELANTRA GL 4 portes 2006 à partir de 159 $/mois. L'obligation totale du consommateur pour 60 mois est de 11 835 $. Comptant de 2 295 $, dépôt de sécurité (0 $) inclus. Frais de transport et de préparation (1 345 $) inclus dans la mensualité. Taxes applicables, frais d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec), d'immatriculation, d'assurance et d'acquisition de location basés sur un contrat de 60 mois pour l'ACCENT GL 4 portes 2006 à partir de 169 $/mois. L'obligation totale du consommateur pour 60 mois est de 12 135 $. Comptant de 1 995 $, dépôt de sécurité (0 $) inclus. Frais de transport et de préparation (1 345 $) inclus dans la mensualité. Taxes applicables, frais d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec), d'immatriculation, d'assurance et d'acquisition de location de 350 $ en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Toutes les marques de commerce sont la propriété de Hyundai Auto Canada, une filiale de Hyundai Motor America et sont utilisées sous licence. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 28 février 2006.

Accident domestique

STÉPHANE LAPORTE
CHRONIQUE
COLLABORATION SPÉCIALE

Mercredi matin, j'ouvre ma boîte de courriels. Tiens, un envoi d'une lectrice qui avait l'habitude de m'écrire régulièrement : « Allô. Ça fait longtemps. La vie passe vite. Vous écrivez toujours aussi bien. Merci. Voilà. C'est la semaine de prévention du suicide. Je regarde et je lis tous ces textes un peu fleur bleue sur le sujet, et je voulais donner l'image de ce qui se passe de l'intérieur, quand les suicidés arrivent à l'urgence. Je ne sais pas à qui envoyer ce texte, je ne sais pas s'il vaut la peine d'être publié, je ne crois pas avoir le don de la plume. Vous saurez quoi faire. À bientôt. Marie-Anne Archambault. »

Accident domestique

« Je suis médecin. Un petit médecin de rien du tout, qui *soignote* comme on bécote, à gauche à droite, selon les ordres. Un petit médecin qui peut paraître grand et savant mais qui tremble tout autant. Un petit médecin bien trop souvent impuissant. Un petit médecin vacillant.

Je termine une journée éreintante de mon stage de gastroentérologie, je viens d'essuyer deux hémorragies digestives hautes et trois rectorragies (hémorragies par le rectum) de suite, et laissez-moi vous dire que ça saigne et que ça pue des rectorragies. Je suis souillée et repue, épuisée, brisée. On m'annonce une urgence : une dame dans la quarantaine qui a ingurgité un demi-gallon d'eau de Javel : un accident domestique ! Pas question d'attendre à demain, je suis obligée de la voir avant qu'elle ne se perfore l'oesophage et ne meure noyée dans son sang.

Mais je n'ai plus d'énergie ni de réserve ou de retenue sur mes pensées, et une suicidée ne m'allèche pas du tout. Surtout quand il s'agit d'une suicidée sans talent. Faut le faire quand même : neuf tentatives de suicide, toutes échouées, la dernière datant d'à peine un mois.

J'ai beau me concentrer sur les questions purement médicales, mon esprit est infiltré de questions idiotes qui percent mon discours intérieur et me distraient : Avez-vous bu ça au goulot ou l'avez-vous versé dans un verre ? Est-ce que c'était de l'eau de Javel Javex ou La Parisienne ? Est-ce qu'elle était en solde cette semaine ? Comment se fait-il que vous ayez passé trois jours sans boire et sans manger, avec ce poison qui vous rongeait les entrailles, avant de venir nous voir à l'urgence ? Et pourquoi au juste êtes-vous venue ? Que voulez-vous qu'on fasse ? Qu'on vous remette sur pieds pour que vous puissiez préparer votre 11e tentative de suicide ? Qu'est-ce que ce sera cette fois ? Du lave-vitres ? Du vitriol ? Du cyanure ?

C'est dans cet état d'esprit que j'aborde la dame. Mais la regarder gisant sur sa civière ne peut que m'attendrir : son corps émacié est agité de tremblements, comme des sanglots. Sa bouche fait saillie sur son visage comme celle des poupées gonflables, fendue tel un trottoir au printemps après un hiver de sel, de sable et de glace. Mais ce sont ses yeux qui m'attaquent le plus. Ses yeux qui semblent dire que plus rien ne peut l'atteindre, que personne ne peut l'aider, personne. Ses yeux me traversent et lisent en moi toute mon impuissance.

Je m'astreins à mon examen physique et aux questions de routine mais je reviens sans cesse à des questions plus intimes : Pourquoi ? Êtes-vous capable de mettre des mots sur votre souffrance ? Êtes-vous capable de mettre un terme à cette automutilation autrement que par la cécité d'être ?

Mais elle ne répond pas. Peut-être parce que les cordes vocales nécessaires pour ce genre de réponse ont été pulvérisées avec le reste. Peut-être parce qu'il n'y a tout simplement pas de réponse. Je ne fais pas mieux ; pas même le souvenir d'avoir moi-même forcé les portes de la mort ne semble m'aider à ébaucher une réponse. Son acharnement à faire pitié me choque et je deviens presque agressive. De sa voix nasillarde de caniche roussi à la chaux, elle ne cesse de répéter qu'elle est finie et qu'on ne peut rien faire pour elle. Si elle croit vraiment qu'on ne peut rien faire pour elle, que fait-elle dans nos civières, en attendant sagement les médecins, en tolérant docilement le soluté et les prélèvements ? Je connais son jeu : elle va m'attendrir et me donner envie de l'aider, de la sauver. Puis, elle va détruire toutes mes tentatives de venir vers elle et de la comprendre, miner tout essai de changer sa vie et son mode de pensée. Puis, quand je serai à bout de ressources et de souffle, elle va m'achever en me montrant que, comme les autres, je l'ai aussi abandonnée. Et que ça prouve qu'elle n'est bonne à rien et qu'elle mérite de mourir. On va tourner en rond, je le sais, et j'en sortirai déçue, fâchée, inondée d'une colère sans nom.

« Ce qui me frustre davantage chez ce paquet de souffrance ambulante, c'est qu'elle me ressemble quelque part. »

C'est très choquant de voir nos propres limites à aider quelqu'un. Mais ce qui me frustre davantage chez ce paquet de souffrance ambulante, c'est qu'elle me ressemble quelque part. Que moi aussi je pourrais me retrouver dans sa situation. Que je ne suis pas immune à ce cercle vicieux de misérabilisme où on s'enlise jusqu'à ce qu'on coule. Quitte à couler avec ceux qu'on aime et à qui on s'accroche. Je dois même avouer que, d'une certaine façon, j'ai moi aussi déjà joué ce jeu absurde.

C'est donc contre moi que cette colère se dirige. Pas contre cette inconnue, pas contre ce simple reflet. Je m'excuse alors à la pauvre femme. Mais au lieu de se sentir insultée par mes propos confrontants, elle m'avoue se sentir enfin respectée et reconnue. Elle me demande de revenir la voir, si j'en ai l'occasion. Je m'éloigne de la civière avec un goût amer dans la bouche. J'ai soif...

Chaque fois que je reste trop longtemps à l'hôpital, ça me donne le tournis. J'en sors triste et engourdie, comme sonnée d'un coup de massue sur la tête. Je ne crois pas avoir la *vocation*. Ce mot me fait peur. Il me rappelle le destin des papillons de nuit, ces insectes qui se laissent attirer par les lanternes vitrées des nuits d'été, où ils s'engouffrent pour ne plus ressortir. Car, une fois dans la lanterne, les papillons volent vers le haut, toujours vers la lumière, même si celle-ci est trop chaude pour leurs ailes friables. Et, au lieu de s'échapper par le grand trou noir sous leurs pieds, qui serait leur seul salut, leur seule voie vers la liberté, ils se butent à voler plus haut, vers la lumière, à se cogner sur les vitres colorées et à se brûler les ailes de clarté.

Et au matin, c'est sur le sol qu'on retrouve les papillons de nuit. Ils sont secs, morts, flétris. Ils sont tombés par le grand trou noir, qui est devenu trou de lumière avec le lever du jour. Et ce sont les vitres colorées qui sont désormais ternes par rapport au soleil. Mais cette lumière du jour ne les a accueillis que pour leur grand sommeil, car les papillons de nuit se sont épuisé le coeur et usé les ailes à se heurter contre des vitres closes et une lumière aveuglante. Et ils sont morts, secs et flétris, sur le sol d'un matin d'été.

Ce n'est pas vraiment triste, c'est une vocation. C'est la vocation des papillons de nuit. C'est la vocation selon Esculape. C'est la vocation tout court.

Alors voilà. J'ai 30 ans bientôt et je ne suis plus en colère.

L'angoisse de la page blanche est passée, et avec elle, beaucoup de mon fiel. J'ai maculé de maux quelques miettes d'arbres morts, sans bruit, puisque personne n'écoutait. Je suis à nouveau prête à affronter d'autres suicidés, d'autres accidentés de ce parcours inutile qu'est la vie. Inutile certes, souffrant parfois, mais ô combien riche en émotions de toutes sortes.

Et quelques-unes sont douces. Et quelques-unes valent la peine... du reste. »

Votre texte méritait vraiment d'être publié. Merci docteure de nous avoir soigné en vous soignant vous-même. Et vice versa.

COURRIEL
Pour joindre notre collaborateur : stephane@stephanelaporte.com

Menzies exempté de la francophonie

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Le député conservateur Ted Menzies, unilingue anglais, est soulagé de constater qu'il n'aura pas à assumer de responsabilités en matière de francophonie ou de langues officielles à titre de secrétaire parlementaire de Josée Verner.

Quant à Deepak Obhrai, de Calgary, il ne s'occupera pas de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA).

À la suite de l'assermentation des nouveaux secrétaires parlementaires, vendredi, les deux députés semblaient s'être retrouvés avec de curieuses responsabilités. Il aura fallu une journée pour éclaircir la situation.

M. Menzies, producteur de blé de l'Alberta, a prêté serment à titre de secrétaire parlementaire de Josée Verner, ministre de la Coopération internationale de même que ministre de la Francophonie et des langues officielles.

M. Obhrai a de son côté prêté serment à titre de secrétaire parlementaire de Peter MacKay, ministre des Affaires étrangères, également responsable de l'APECA.

M. Menzies, qui a été porte-parole de l'opposition en matière de coopération internationale, a été pris par surprise lors de sa prestation de serment, tandis qu'un fonctionnaire énumérait tous les titres de Mme Verner.

« J'étais un peu étonné, c'est le moins que l'on puisse dire », a-t-il affirmé hier. Le député a dit craindre de ne pas être en mesure d'accomplir les tâches qui lui seraient imparties, en raison de sa maîtrise limitée de la langue française. « Je peux comprendre assez bien le français lors d'une conversation, mais je n'ai pas encore eu le courage de le parler », a-t-il affirmé.

Lorsque des journalistes et des députés de l'opposition ont jugé incongru qu'un anglophone se retrouve avec des responsabilités en matière de francophonie, M. Menzies s'est engagé à reprendre ses cours de français et à faire de son mieux.

Il a cependant rapidement appris que sa responsabilité première serait d'épauler Mme Verner au chapitre de la coopération internationale. « Voilà certainement une expertise que je peux apporter », a-t-il déclaré.

M. Obhrai a également été étonné de se retrouver avec l'APECA parmi ses responsabilités, bien qu'il se soit également dit prêt à accepter la tâche.

« Je suis député canadien, a-t-il dit. J'ai le sentiment de représenter toutes les régions. »

M. Obhrai a cependant découvert par la suite qu'il pouvait laisser de côté l'APECA et se concentrer sur les questions relatives à l'Afrique et au sud de l'Asie.

4e Salon du Vélo EXPODIUM

Palpitations garanties!
17, 18 et 19 février
PLACE BONAVENTURE
Vendredi: 10h à 21h Samedi: 10h à 19h Dimanche: 10h à 17h
TOUT SUR L'UNIVERS DU VÉLO !
Modèles des vélos 2006
Concours et ateliers mécaniques
Conférences par des spécialistes
Voyages et circuits à vélo
NOUVEAUTÉS
1ère Coupe Spintech
Séminaire vélo trial
Piste d'essais avec obstacles
ZONE DÉMO EXTRÊME
Le trialiste Ryan Leech
Cascadeurs BMX HARO/ADIDAS EYEWEAR
Projections de vidéos
Vélos - Vêtements - Composantes
Accessoires - Circuits cyclables - Voyages
www.expodium.ca
LA PRESSE cyberpresse.ca TQS énergie 94.3 FOSC CYCLE SPINTECH Une production EXPODIUM INTERNATIONAL
3376456A 3376489

Résultats

LOTO QUÉBEC — TVA, le réseau des tirages

Super 7 — Tirage du 2006-02-10

12 17 25 32 36 38 45
Complémentaire : 05

Ventes totales : 18 018 854 $
Prochain gros lot (appr.) : 12 000 000 $

	GAGNANTS	LOTS
7/7	0	10 000 000,00 $
6/7+	3	68 666,20 $
6/7	139	1 482,00 $
5/7	7 123	98,30 $
4/7	148 154	10,00 $
3/7+	140 076	10,00 $
3/7	1 229 124	Participation gratuite

Lotto 649 — Tirage du 2006-02-11
05 21 29 30 36 45
Complémentaire: 49

Québec 49 — Tirage du 2006-02-11
07 19 22 25 32 47
Complémentaire: 37

La Quotidienne — Tirage du 2006-02-11
3 : 392
4 : 0180

Banco — Tirage du 2006-02-11
03 10 14 15 16 23 26 29 35 41
42 47 51 54 56 59 61 63 64 66

Extra — Tirage du 2006-02-10
NUMÉRO 185268

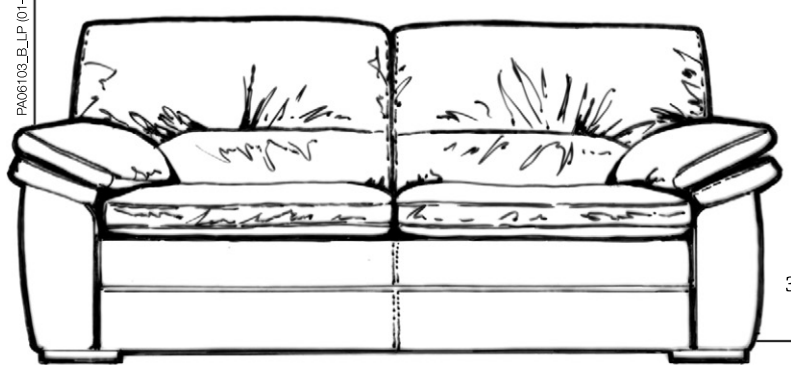
Extra — Tirage du 2006-02-11
NUMÉRO 327942

Astro — Tirage du 2006-02-11
Jour - Mois - Année - Signe
04 SEPTEMBRE 04 GÉMEAUX

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Mise-O-Jeu — PARIEZ SUR LE HOCKEY ! DEMANDEZ LE PROGRAMME 1 OU 6.

3381574A

Confortable même dans le prix !
Venez profiter de notre promotion 5 sièges au prix de 4

Plusieurs configurations sont possibles dans un vaste choix de tissus et de cuirs.
De nombreux démos sont également soldés jusqu'à 40 %.
MAISON DE MEUBLES Patrimoine
3932, Autoroute 440 Ouest (angle Curé-Labelle)
Laval (Qc) H7T 2P7 • 450.687.6867
PA06103_B_LP (01-2006) 3382478A
3382478

ACTUALITÉS

Des électeurs manifestent contre le ministre Emerson

ELIANNA LEV
PRESSE CANADIENNE

VANCOUVER — Des centaines de personnes outrées par le passage de l'ex-libéral David Emerson dans les rangs des conservateurs ont manifesté à Vancouver hier, traitant le nouveau ministre de « traître ».

Dans l'auditorium bondé d'une école secondaire de la circonscription de Vancouver-Kingsway, les manifestants ont laissé libre cours à leur colère, affirmant que leurs votes lors du scrutin fédéral du 23 janvier avaient perdu de leur sens à la suite de la défection de M. Emerson, qui a changé de camp afin d'accepter un poste de ministre au sein du cabinet du premier ministre Stephen Harper deux semaines plus tard.

Kerry Galloway, qui a reconnu ne pas toujours voter, a expliqué qu'après mûre réflexion et beaucoup de recherches, il avait décidé de donner sa voix au Parti libéral du Canada (PLC).

« Puis, quelques semaines plus tard, j'ai découvert que mon vote avait été changé, que j'avais été privé du droit électoral, que mon vote avait été transformé en vote pour une série de politiques diamétralement opposées à celles pour lesquelles j'avais inscrit un X », a-t-il lancé sous les applaudissements des protestataires.

MORITZ DE HADELN

Sans rancune malgré l'amertume

NATHALIE PETROWSKI
ENVOYÉE SPÉCIALE
BERLIN

C'était à Berlin, il y a exactement un an et quatre jours. D'une poignée de main et d'un large sourire, Alain Simard et Moritz de Hadeln scellaient leur association et, par la même occasion, le sort d'un nouveau grand festival du film à Montréal. De Haldeln, un vétéran de l'organisation de festivals, allait vivre à Montréal son 56e festival après avoir dirigé ceux de Lyon, Locarno, Berlin et Venise. Il s'était laissé convaincre par le producteur Roger Frappier que le jeu en valait la chandelle.

Les arguments penchant en faveur de la métropole ne manquaient pas. Montréal était une ville où on parlait français, la langue maternelle du directeur artistique. Il y avait une poignée de bons amis et même un membre de la famille de sa femme. Il y avait aussi une volée de bons souvenirs. En plus, avec l'assurance que Serge Losique allait tirer sa révérence et laisser la voie libre, l'ex-directeur de Berlin était prêt à dire oui à Montréal. Oui dans la joie et l'enthousiasme.

Au chômage

Un an et quatre jours plus tard, Moritz de Hadeln ne sourit plus. Il a perdu son enthousiasme, son titre de directeur artistique, et il est au chômage.

Dans le café animé de l'énorme marché du film de Berlin où je le rencontre, il me tend une copie du communiqué qui a été envoyé un peu partout hier pour annoncer officiellement la fin de sa collaboration avec le Festival du film de Montréal, le FIFM.

« Depuis trois mois, je me tais, dit-il. D'abord parce que j'aimerais bien être payé le reste de l'argent que le FIFM me doit, mais aussi parce que j'ai essayé en vain de convaincre Alain Simard de rédiger un communiqué conjoint avec moi. Mais on n'a pas réussi à s'entendre. Il a préféré faire son truc à lui tout seul, et comme tout le monde ici à Berlin croit que je suis toujours le directeur artistique du festival de Montréal et me demande sans cesse comment ça va à Montréal, il fallait que je remette les pendules à l'heure, ne serait-ce que pour informer les gens que je suis à nouveau libre et que je me cherche du travail. »

« Que voulez-vous, je suis profondément européen et je suis venu à Montréal avec une mentalité d'Européen qui s'est heurtée à la mentalité nord-américaine des gens de Spectra. C'est pas de leur faute ni de la mienne, on ne se comprenait pas. »

Moritz de Hadeln n'est pas en colère, mais il est un brin déçu et amer de la tournure des événements. Et d'autant plus que Spectra n'a pas pris la peine de lui envoyer le communiqué annonçant l'annulation de l'édition de 2006. Communiqué, en passant, dans lequel Spectra remercie tous ses collaborateurs sauf de Hadeln, dont le nom n'apparaît nulle part. L'oubli fait dire à l'ex-directeur artistique que c'est presque dans l'ordre des choses, puisqu'il a eu souvent l'impression au FIFM de compter moins que Le Lait ou Toshiba, les commanditaires du festival.

« C'est un peu triste que ça finisse comme ça, surtout avec tout le temps, le coeur et l'énergie que j'ai mis dans le FIFM. Car je croyais à la réussite de ce festival. Peut-être pas la première année, mais dans trois ou quatre ans, j'étais convaincu qu'on arriverait à faire notre marque. Pourquoi pas ? Y'a plein de nouveaux festivals qui naissent tout le temps. Ils ne deviendront peut-être jamais aussi gros que Cannes, Berlin et Toronto, mais ils ont leur raison d'être et puis tous mes contacts à l'international me laissaient entendre que tôt ou tard, ils viendraient nous encourager. Évidemment, trois festivals dans une même ville, c'est impossible. Il aurait fallu régler ce problème-là avant toute chose. »

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©
Moritz de Hadeln

Même s'il n'a pas eu droit aux remerciements de circonstances, de Hadeln n'en veut pas à Alain Simard. Il est même prêt à faire son mea-culpa et à prendre une part de responsabilité de l'échec du FIFM. « Que voulez-vous, je suis profondément européen et je suis venu à Montréal avec une mentalité d'Européen qui s'est heurtée à la mentalité nord-américaine des gens de Spectra. C'est pas de leur faute ni de la mienne, on ne se comprenait pas. Faut croire qu'il y a des gens qui émigrent plus facilement que d'autres. »

Pour ce qui est des déclarations qu'il a faites dans les journaux critiquant le FIFM à la veille de son ouverture, il persiste et signe. « J'ai toujours été très ouvert avec les journalistes. Je dis ce que je pense, c'est tout. Malheureusement, les gens ont cru à tort qu'il y avait un grand conflit entre Alain Simard et moi, mais c'est faux. Nous avions des divergences d'opinion mais pas de conflit. En exprimant ouvertement mes opinions, j'espérais alimenter le débat aussi bien dans le milieu du cinéma que dans le grand public. »

De ses six mois passés à Montréal, de Hadeln ne garde pas que de mauvais souvenirs. « Mon meilleur souvenir, c'est toutes les journées passées à discuter de cinéma et à sélectionner des films avec ma petite équipe constituée de gens comme Léa Pool, André Paquin, Éric Fourlanty et Robert Meunier, pour ne nommer que ceux-là. On était tous très différents et pourtant on était toujours d'accord sur les mêmes films. Et compte tenu des délais trop courts et de la situation, je demeure très fier de notre programmation. »

Son pire souvenir ? Le 27 octobre à midi. « Ma femme Erika et moi étions sur notre départ pour Berlin où nous vivons. Nous sommes allés dire au revoir à Alain Simard. Dans notre esprit, on revenait en décembre pour la suite des événements. On s'est salués et en nous reconduisant à l'ascenseur, Alain m'a remis une lettre en me disant de la lire plus tard. Je n'y ai pas porté attention. C'était de fait une lettre mettant fin à notre contrat. Quand je l'ai lue une heure plus tard, je n'en revenais pas. Le lendemain, il convoquait tous mes collaborateurs pour leur signifier leur congé. Autrement dit, dès le 27 octobre, il avait renoncé au FIFM. J'aurais aimé qu'il me le dise de vive voix pour qu'on puisse au moins en discuter. Il me semble que c'était la moindre des choses. »

Pendant un certain temps après cette fameuse lettre, Simard et de Hadeln n'ont plus échangé que par l'entremise de leurs avocats. Mais récemment, grâce à l'intervention d'amis communs, ils se parlent à l'occasion au téléphone. La rancune, si elle a jamais existé, est retombée. On pourra à nouveau inviter Alain Simard et Moritz de Hadeln au même *party*. Mais pour ce qui est d'organiser un festival de cinéma ensemble, faudra repasser.

UN CHOIX DÉLICAT POUR LE CANADA

Qui succédera à Frank McKenna?

Le choix du nouvel ambassadeur canadien à Washington devrait être l'une des premières décisions majeures prises par Stephen Harper. Sa sélection en dira long sur sa volonté d'améliorer la relation canado-américaine.

ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON — L'arrivée de Stephen Harper au pouvoir à Ottawa contribuera-t-elle vraiment à « mettre un sourire sur le visage » de George W. Bush, comme certains l'ont affirmé en campagne électorale ?

Si le nouveau premier ministre canadien souhaite que le président américain lui tende la main, il devra d'abord choisir avec soin son ambassadeur à Washington.

L'actuel ambassadeur, Frank McKenna, a remis sa démission quelques jours après la victoire de M. Harper. Son remplaçant jouera un rôle de premier plan si le Canada désire vraiment relancer une relation avec les États-Unis qui bat encore de l'aile.

« L'ambassadeur du Canada à Washington est la personne qui monte au front lorsqu'il s'agit de développer et de maintenir la relation », explique Gordon Giffin, qui a lui-même représenté les États-Unis à Ottawa sous Bill Clinton.

« C'est aussi la personne qui permet la résolution de bon nombre des conflits qui traînent depuis longtemps », ajoute l'ancien diplomate. Un objectif qui sera certes au programme des conservateurs au cours des prochaines semaines.

M. Giffin a été ambassadeur à Ottawa de 1997 à 2001 et demeure un observateur privilégié de la relation canado-américaine. Il pense que le changement de gouvernement au Canada offre une « une occasion renouvelée d'améliorer la façon dont nous travaillons ensemble ».

PHOTO EVAN VICCI, AP ©

Frank McKenna a remis sa démission quelques jours après la victoire de M. Harper. Son remplaçant jouera un rôle de premier plan si le Canada désire vraiment relancer une relation avec les États-Unis qui bat encore de l'aile.

Ambassadeurs du Canada à Washington

- Frank McKenna 2005 - 2006
- Michael Kergin 2000 - 2005
- Raymond Chrétien 1994 - 2000
- John de Chastelain 1993 - 1994
- Derek Burney 1989 - 1993
- Allan Gotlieb 1981 - 1989
- Peter Towe 1977 - 1981
- Jake Warren 1975 - 1977
- Marcel Cadieux 1970 - 1975
- A.E. Ritchie 1966 - 1970
- C.S.A. Ritchie 1962 - 1966

A.D.P. Heeney 1959 - 1962

- Norman Robertson 1957 - 1958
- A.D.P. Heeney 1953 - 1957
- H.H. Wrong 1946 - 1953
- Lester B. Pearson 1944 - 1946
- Leighton McCarthy 1941 - 1944
- Loring Christie 1939 - 1941
- Sir Herbert Marler 1936 - 1939
- W.D. Herridge 1931 - 1935
- Vincent Massey 1927 - 1930

Puissant et influent

Raymond Chrétien, lui-même ambassadeur à Washington de 1994 à 2000, ne passe pas par quatre chemins pour décrire l'importance de ce poste. Le diplomate en chef à Washington, « s'il fait bien son travail, est LE Canadien connu des décideurs américains », explique-t-il.

« Un bon ambassadeur à Washington, compétent, branché et articulé est aussi influent que la plupart des ministres, pour ne pas dire plus, dans la gestion des dossiers importants pour les Canadiens », renchérit M. Chrétien.

L'ancien diplomate, aujourd'hui conseiller au cabinet d'avocats Fasken Martineau, rapporte qu'aucune initiative canadienne importante aux États-Unis ne peut être prise sans l'accord de l'ambassadeur.

Questionné sur les priorités du nouvel émissaire canadien à Washington, M. Chrétien affirme sans détour qu'il faudra trouver une solution au problème du bois d'oeuvre et aux autres principaux litiges. Il pense également que l'implication du Canada en Afghanistan, en Irak et en Haïti devra être à l'ordre du jour.

Cela dit, selon lui, le futur ambassadeur devra par-dessus tout s'efforcer de faire « changer le ton » entre les deux pays.

« Depuis quelque temps, il y a des injures de notre part vers les États-Unis. Peut-être que ça reflète la grande impopularité de l'actuelle administration américaine, mais il faudrait vraiment que ça cesse, dit-il. Il faut rétablir le respect dans la relation. » « Il faut quelqu'un qui connaît les intérêts du Canada mais qui veut travailler avec l'administration américaine », précise pour sa part le directeur de l'Institut canadien du Woodrow Wilson International Center à Washington, David Biette.

Citant l'ancien politicien John Manley, M. Biette affirme que « les Canadiens doivent comprendre que leur intérêt le plus important en matière de politique étrangère est la frontière qu'ils partagent avec les États-Unis ».

Alors quel doit être le profil du parfait candidat ? « Il faut une personnalité respectée et proche du nouveau pouvoir à Ottawa, affirme M. Chrétien. Parce que si c'est le cas, elle sera davantage écoutée et respectée à Washington. »

L'ancien ambassadeur, qui a passé près de 38 ans au sein de la fonction publique fédérale, préfère que M. Harper opte pour un diplomate de carrière.

M. Giffin, qui n'avait aucune expérience de l'univers diplomatique avant de se retrouver à Ottawa, est plutôt en faveur d'une nomination politique.

Danser le tango à deux

Mais peu importe le type de candidat choisi, son succès ne dépendra pas uniquement de sa compétence et de ses efforts, fait remarquer M. Giffin.

« Il faut être deux pour danser le tango, dit-il. Ce ne sera donc pas seulement la responsabilité du nouvel ambassadeur et du nouveau premier ministre. Le gouvernement américain devra en faire autant. »

QUATRE CANDIDATS POTENTIELS

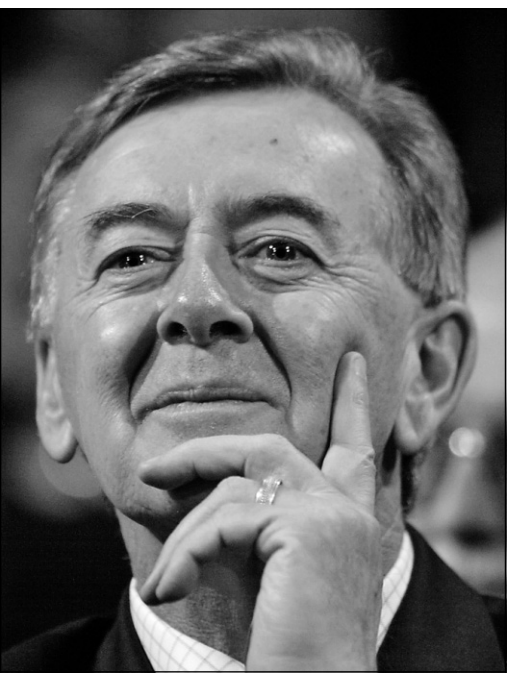


PHOTO ADRIAN WTYLD, PC ©

PRESTON MANNING

Il s'agirait de tout un retour d'ascenseur. En nommant Preston Manning ambassadeur, Stephen Harper ferait une fleur à celui qui lui a en quelque sorte permis d'être aujourd'hui premier ministre.

C'est M. Manning qui a créé le Parti réformiste, ancêtre de l'Alliance canadienne, formation politique qui a pris les commandes de l'actuel Parti conservateur.

Conservateur populiste dont les idées de droite ne feraient pas rougir de honte les républicains aux États-Unis, M. Manning a siégé au Parlement canadien de 1993 à 2002. Il y a été le chef de l'opposition officielle de 1997 à 2000.

Depuis son retrait de la vie politique, il n'a pas chômé. Il a continué à faire la promotion de ses idées au Canada, étant notamment professeur invité à l'Université de Calgary et à l'Université de Toronto.

Il a également été affilié au Fraser Institute et à la Canada West Foundation, deux instituts de recherche. L'un de ses sujets de prédilection ces dernières années, abordé dans divers discours et écrits, a été la relation entre le Canada et les États-Unis. Il s'est aussi intéressé de près aux liens entre la foi et la politique.

L'ancien politicien a récemment mis sur pied le Manning Center for Building Democracy, un organisme qui doit favoriser l'avènement d'une « société plus démocratique au Canada, guidée par des principes conservateurs ».

Certains affirment cependant que Brian Mulroney, qui a donné un solide coup de pouce à Stephen Harper, serait offusqué si Manning était nommé à Washington. Il pourrait donc lui mettre des bâtons dans les roues.

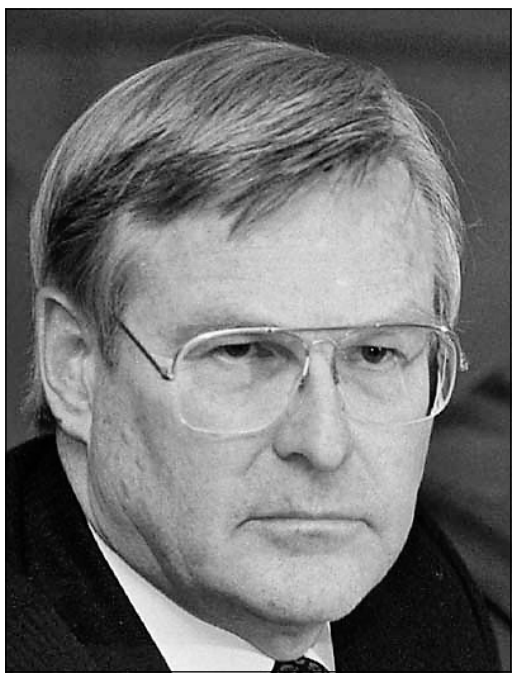


PHOTO ROBERT GALBRAIGHT, PC ©

MICHAEL WILSON

Parmi les noms des candidats potentiels au poste d'ambassadeur à Washington, celui de Michael Wilson est l'un de ceux qui serait le plus familier dans la capitale américaine.

Il a passé sept ans comme ministre des Finances à Ottawa, pour ensuite devenir ministre de l'Industrie et du Commerce international. Des postes prestigieux qui lui ont permis de contribuer à la négociation de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Au Canada, toutefois, on se souvient surtout de ce ministre torontois comme de celui qui a introduit la TPS au début des années 90. Et qui a été incapable de contrôler le déficit.

Après son retrait de la politique, M. Wilson est retourné à ses anciennes amours : les affaires. Il est aujourd'hui directeur de la filiale canadienne d'une banque suisse, UBS, l'une des plus importantes institutions financières au monde

Il est aussi, depuis 2003, chancelier du Trinity College, un établissement d'enseignement ontarien affilié à l'Université de Toronto.

Interrogé sur les rumeurs qui circulent au sujet d'un éventuel départ de M. Wilson pour Washington, un porte-parole d'UBS, Graeme Harris, est demeuré circonspect.

« Ce ne sont que des spéculations. La décision revient au premier ministre », s'est-il borné à déclarer.

« Il serait un ambassadeur respecté à Washington », estime pour sa part un ancien titulaire de ce poste, Raymond Chrétien. À condition, précise-t-il, que sa relation avec Stephen Harper soit bonne.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©

PERRIN BEATTY

Actuel président directeur général de Manufacturiers et exportateurs du Canada, Perrin Beatty connaît bien les défis auxquels font face les entreprises canadiennes depuis le 11 septembre 2001.

En juillet dernier, il avait témoigné devant le Congrès américain à Washington pour implorer les sénateurs d'améliorer la sécurité et l'efficacité de la frontière qu'ils partagent avec le Canada.

Un mois plus tard, il devenait membre du Comité consultatif sur la sécurité nationale, mis sur pied par le gouvernement de Paul Martin.

Une initiative qui s'inscrivait dans le cadre de la politique de sécurité du Canada.

On comprend donc pourquoi son nom circule aujourd'hui en lien avec le poste d'ambassadeur à Washington.

D'autant plus que sa crédibilité a toujours été solide au sein du Parti conservateur.

On a même pensé qu'il en briguerait le leadership au début des années 90.

C'est qu'il avait une feuille de route remarquable.

Élu au Parlement à l'âge de 22 ans en 1972, il est devenu, sept ans plus tard, le plus jeune député de l'histoire à être nommé ministre.

Il était alors à la tête du Conseil du Trésor. Ensuite, sous Brian Mulroney, il a occupé cinq postes différents au cabinet, dont celui de ministre de la Défense. Il a brièvement servi aux Affaires étrangères sous Kim Campbell, jusqu'à ce qu'il perde son siège en 1993. Quelques années plus tard, Jean Chrétien allait lui confier la présidence de la Société Radio-Canada.

PHOTO DAVID LAZAROWYCH, PC ©

GWYN MORGAN

On ne tarit pas d'éloges sur cet homme d'affaires albertain influent et respecté d'un bout à l'autre du pays.

Il a été élu, par ses pairs, chef d'entreprise de l'année au Canada en 2005.

Il était alors président directeur général d'EnCana Corporation, l'un des plus importants producteurs de gaz naturel en Amérique du Nord.

Il a profité de l'occasion pour prendre sa retraite, à la fin de l'an dernier, et demeure pour l'instant vice-président exécutif du conseil de l'entreprise, dont le siège social est situé à Calgary.

Après avoir travaillé pendant 30 ans dans le secteur de l'énergie, M. Morgan serait susceptible d'avoir des atomes crochus avec George W. Bush, dont les liens avec l'industrie du pétrole sont bien connus.

Il pourrait aussi potentiellement rehausser la crédibilité du Canada à Washington pour ce qui est de la défense car il a été colonel dans l'armée de l'air avant de se lancer des le monde des affaires.

« Stephen Harper et lui se connaissent car il est depuis plusieurs années un partisan actif du Parti conservateur », précise le porte-parole d'EnCana, Alan Boras, sans vouloir en dire plus sur la relation entre les deux hommes.

M. Morgan siège par ailleurs aux conseils d'administration d'une poignée d'autres sociétés canadiennes, incluant celui de la compagnie Alcan, où il vient d'être nommé.

Le président du conseil d'Alcan, Yves Fortier, a dit le mois dernier que l'homme d'affaires albertain a été sélectionné en raison de « sa carrière remarquable et son sens aigu des affaires ».

SUITES DE LA UNE

Dieu et l'effet de serre

HÉTU
suite de la page A1

« Car cela (le réchauffement) entraînera encore plus d'inondations dévastatrices, de sécheresse et de maladies. »

Pendant que le pasteur Hunter parle ainsi, de nouvelles images se succèdent à l'écran : des cheminées d'usines crachant des panaches toxiques ; des voitures encombrant une autoroute ; un raz-de-marée pénétrant dans les terres ; une résidante de La Nouvelle-Orléans tirée des eaux ; les restes d'un bovin sur un sol désertique ; le visage d'un enfant noir au regard suppliant.

« En tant que chrétiens, notre foi en Jésus-Christ nous oblige à aimer nos voisins et à être intendants de la création de Dieu », ajoute le pasteur Hunter, dont le visage se superpose alors à une croix. « La bonne nouvelle, c'est que nous pouvons, avec l'aide de Dieu, stopper le réchauffement planétaire, pour nos enfants, pour notre monde et pour notre Seigneur. »

La pub prend fin sur des images idylliques montrant, entre autres, une éolienne. Elle fait partie d'une campagne lancée mercredi par un groupe de 85 leaders évangéliques, dont le pasteur à succès Rick Warren, auteur du best-seller *The Purpose-Driven Life* (*Être acteur de sa vie*). Elle sera diffusée dans neuf États, dont l'Arkansas, la Floride, le Kansas, le Tennessee et la Virginie.

Ainsi, après l'avortement et le mariage gai, des évangéliques américains ont décidé de s'attaquer au réchauffement climatique, un dossier qui a longtemps été l'apanage des écologistes aux États-Unis. Relativement nouveau, le phénomène prend de l'ampleur depuis que l'Association nationale des évangéliques (NAE) — 30 millions de membres, 45 000 églises et 51 dénominations — a fait de la défense de l'environnement une de ses priorités.

Ainsi, après l'avortement et le mariage gai, des évangéliques américains ont décidé de s'attaquer au réchauffement climatique.

« Parce que l'air pur, l'eau propre et des ressources adéquates sont nécessaires à la santé et à l'ordre civil, le gouvernement a l'obligation de protéger les citoyens des effets de la dégradation de l'environnement », a soutenu la NAE dans une déclaration adoptée en octobre 2004.

Quelques mois plus tard, la NAE organisait à Washington une conférence sur le réchauffement climatique à laquelle assistaient une centaine de leaders évangéliques. Le principal orateur, Sir John Houghton, n'avait pas manqué d'invoquer l'« engagement de Dieu envers sa création » à l'appui de sa thèse écologique.

« Il (Dieu) a fourni une preuve éloquente de cet engagement en envoyant son fils sur Terre et en nous donnant la responsabilité d'être de bons intendants de sa création », avait déclaré Sir John.

Malgré cette invocation divine, tous les évangéliques américains ne s'entendent pas sur la question du réchauffement climatique. Si certains voient dans la multiplication des catastrophes naturelles la conséquence des émissions de gaz à effet de serre, d'autres y voient plutôt un signe de la fin du monde et du retour imminent de Jésus-Christ.

« C'est un avertissement et un avant-goût de tout ce qui va arriver sur Terre et cela devrait conduire les gens à se repentir », écrivait le pasteur Mark Hitchcock sur le site Left Behind Prophecy Club, au lendemain de l'ouragan *Katrina*.

D'autres leaders évangéliques refusent de joindre la campagne contre le réchauffement climatique en affirmant qu'il n'y a pas de « consensus » autour de la question. Parmi ceux-ci se trouvent quelques-uns des plus fidèles supporters de l'administration Bush, y compris James Dobson, président du groupe Focus on the Family, et Louis Sheldon, président de la Traditionnal Values Coalition.

Les chrétiens écolos estiment néanmoins avoir l'appui de la majorité des évangéliques américains. Selon un sondage récent, deux tiers d'entre eux sont convaincus de la réalité du réchauffement planétaire, et 65 % croient que les États-Unis doivent faire face au problème immédiatement.

En citant ces données, les organisateurs de la campagne contre le réchauffement climatique ont exhorté le Congrès à adopter une loi instituant un système obligatoire de réduction et d'échanges des émissions de gaz à effet de serre, sur le modèle du protocole de Kyoto.

En 2001, l'administration Bush a rejeté le protocole de Kyoto, mettant en avant le coût économique énorme des mesures pour réduire les émissions de gaz carbonique ainsi que des doutes sur la fiabilité des modèles scientifiques.

Néanmoins, les mentalités évoluent sur la question aux États-Unis, où l'administration Bush est de plus en plus débordée par l'opinion publique et les initiatives locales. Et voilà maintenant qu'une partie de sa base électorale — la droite religieuse — enrôle Dieu dans la lutte contre les gaz à effet de serre.

L'armée fait des économies au détriment du français

ARMÉE
suite de la page A1

Le matériel militaire canadien est habituellement fourni avec des manuels et des accessoires de travail tant en anglais qu'en français, les deux langues officielles. Toutefois, les planificateurs de la Défense comptent économiser temps et argent en renonçant à cet usage pour les SCM, qui seront éventuellement basés à Edmonton.

« Les traductions auront un impact inutile sur les coûts et l'étendue du travail, en particulier en ce qui concerne les 16 premiers SCM », lit-on dans un rapport datant de novembre 2004 et récemment rendu public en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Les autorités militaires comptent demander une autorisation afin de se soustraire à l'obligation de faire traduire tous les documents reliés aux SCM, même si les inscriptions relatives à la santé, la sécurité et la sûreté seront bilingues.

« Lorsque possible, des symboles graphiques seront utilisés au lieu d'indications écrites », ont recommandé des officiers dans le rapport.

Au total, les Forces canadiennes feront l'acquisition de 66 SCM. Ce véhicule est actuellement développé aux États-Unis à l'intention des forces américaines.

Des officiers des Forces canadiennes ont expliqué que ces dernières tentaient de réduire la « canadianisation » des 66 véhicules afin qu'ils puissent être livrés plus rapidement et à moindre coût.

Les SMC, véhicules sur roues équipés d'un canon de 105 millimètres, seront opérés par le régiment Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians), basé à Edmonton.

Solutions de placement
FONDS Desjardins

Ceci n'est pas seulement un REER

C'EST UNE SOLUTION POUR CHACUN.

SERVICE DIAPASON FONDS DESJARDINS

Avec **un taux de satisfaction de 95 %**, voilà une option de placement qui fait l'unanimité et qui a vraiment la cote auprès des investisseurs.

Avec une gamme de **six portefeuilles diversifiés** préétablis pour tous les types d'investisseur, le **Service Diapason** s'avère une solution idéale pour vous simplifier la tâche dans le choix d'un REER qui correspondra à coup sûr à votre profil et à vos besoins !

– Répartition optimale de votre actif en un seul et même placement
– Rééquilibrage périodique
– Augmentation du potentiel de rendement à long terme
– Diminution de la variabilité de l'investissement

POUR COTISER À VOTRE REER :
– parlez à un conseiller
– faites le **1 800 CAISSES**
– visitez le **www.desjardins.com/reer**

Desjardins
Conjuguer avoirs et êtres

3379972

LES FONDS DESJARDINS SONT OFFERTS PAR DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC., UNE COMPAGNIE APPARTENANT AU MOUVEMENT DESJARDINS. LES FONDS DESJARDINS NE SONT PAS GARANTIS, LEUR VALEUR FLUCTUE FRÉQUEMMENT ET LEUR RENDEMENT PASSÉ N'EST PAS INDICATIF DE LEUR RENDEMENT FUTUR. UN PLACEMENT DANS UN ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF PEUT DONNER LIEU À DES FRAIS DE COURTAGE, DES COMMISSIONS DE SUIVI, DES FRAIS DE GESTION ET D'AUTRES FRAIS. VEUILLEZ LIRE LE PROSPECTUS SIMPLIFIÉ AVANT D'INVESTIR.

EN BREF

Trois nouveaux évêques canadiens

Le pape Benoît XVI a procédé aujourd'hui à la nomination de trois évêques auxiliaires au Canada, deux à Montréal et un à Toronto. À Montréal, le cardinal Jean-Claude Turcotte peut maintenant compter sur les services de deux nouveaux collaborateurs. Les abbés Lionel Gendron et André Gazaille deviennent évêques auxiliaires. À Toronto, l'abbé Peter Hundt assistera le cardinal Aloysius Ambrozic dans ses fonctions épiscopales. Presse Canadienne

Fin de la Fête des neiges

La 24e Fête des neiges de Montréal, qui a été victime des caprices de la météo la fin de semaine dernière, prend fin ce week-end. Après avoir attiré plus de 50 000 visiteurs lors de son premier week-end d'activités, la Fête des neiges avait dû déclarer forfait samedi et dimanche derniers en raison du temps doux et de la pluie. Les organisateurs espèrent attirer au moins 60 000 festivaliers pour les deux derniers jours de l'événement. L'an dernier, 200 000 visiteurs s'étaient rendus sur le site, un record. Cette année, l'objectif a été fixé à 150 000. Presse Canadienne

Paris illégaux chez les Canadiens et les Nordiques?

Au moins trois joueurs du Canadien auraient parié sur des matchs de hockey de la Ligue nationale entre 1973 et 1977, un geste qui était interdit à l'époque par la Ligue, tout comme aujourd'hui. De plus, un de ces trois joueurs, dont l'identité n'a pas été révélée, aurait parié sur des matchs impliquant sa propre équipe. Roger Vermette, ex-enquêteur au SPVM est aujourd'hui directeur adjoint à la sécurité corporative de Loto-Québec. Presse Canadienne

BRAULT & MARTINEAU

10 grands magasins
braultetmartineau.com

On s'occupe de vous.

La vente à 1/2 prix !

Achetez ce réfrigérateur et obtenez† cette cuisinière à 1/2 prix

Whirlpool

Réfrigérateur de 18,2 pi³

Tablettes ajustables en verre antidébordements, bacs à fruits et à légumes transparents, bac à viande, balconnets ajustables dans la porte.

Livraison, ramassage et service gratuits.

23,86 $/mois ou 859 $

Whirlpool

Cuisinière de 30 po

Four à grande cavité, panneau de commandes en verre avec touches à effleurement, commandes de four électroniques, système perfectionné de gestion de la température AccuBake®.

Livraison, ramassage et service gratuits.

369 $ Rég. : 739 $

RABAIS DE 370 $

Achetez ce réfrigérateur et obtenez† cette cuisinière à 1/2 prix

Gibson

Cuisinière de 30 po

Four à nettoyage facile, cuvettes en chrome, 2 grilles du four en acier chromé.

Livraison, ramassage et service gratuits.

239 $ Rég. : 479 $

RABAIS DE 240 $

Gibson

Réfrigérateur de 16,5 pi³

Tablettes coulissantes en verre, bacs à fruits et à légumes à humidité contrôlée, bac à viande.

Livraison, ramassage et service gratuits.

19,42 $/mois ou 699 $

Nous avons l'environnement à coeur !

C'est pourquoi nous encourageons l'utilisation de détergents pour la lessive biodégradables comme le Country Save. Ce savon, sans phosphate, ne contient aucun colorant et aucun parfum. Conçu pour les peaux sensibles, sa préparation peu moussante le rend idéal pour les laveuses à chargement frontal.
Boite de 2,27 kg de savon spécial Country Save 24,95 $

Achetez cette laveuse et obtenez† cette sécheuse à 1/2 prix

Frigidaire

Laveuse à chargement frontal

5 programmes, 3 choix de température, réglage automatique du niveau d'eau, rinçage supplémentaire.

Livraison, ramassage et service gratuits.

25,53 $/mois ou 919 $

Frigidaire

Sécheuse de grande capacité

3 programmes, choix de température, signal sonore de la fin du cycle

Livraison, ramassage et service gratuits.

269 $ Rég. : 539 $

RABAIS DE 270 $

Achetez cette laveuse et obtenez† cette sécheuse à 1/2 prix

HOTPOINT.

Sécheuse de super capacité de 6,0 pi³

6 programmes, filtre à charpie amovible à l'avant, intérieur DuraDrum.

Livraison, ramassage et service gratuits.

199 $ Rég. : 399 $

RABAIS DE 200 $

Limite de 1 par client

HOTPOINT.

Laveuse de super capacité

7 programmes, 3 choix de température, distributeur d'assouplissant.

Livraison, ramassage et service gratuits.

399 $

36 VERSEMENTS SANS INTÉRÊT* JUSQU'EN FÉVRIER 2009
SUR LES MEUBLES, MATELAS, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES

Livraison gratuite 7 jours sur 7 dans un rayon de 200 km*

*Détails en magasin

HEURES D'OUVERTURE :
Lundi au vendredi 9 h à 21 h
Samedi 9 h à 17 h
Dimanche 10 h à 17 h

BROSSARD Tél. : (450) 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél. : (819) 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Promenades)
KIRKLAND Tél. : (514) 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél. : (514) 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél. : (450) 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)
REPENTIGNY Tél. : (450) 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél. : (819) 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél. : (450) 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Promenades)
SAINT-LÉONARD Tél. : (514) 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : (450) 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

Financement accord D Desjardins

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

Interac PAIEMENT DIRECT

Prix en vigueur jusqu'au dimanche 12 février 2006. Quantités limitées sur certains articles. †Détails en magasin. *Achat minimum requis de 299 $ avant taxes pour les appareils électroniques et de 499 $ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.). Détails en magasin.

3379843A

AILES
LES AILES DE LA MODE

Mégasolde dernière chance

Jusqu'à 70% de rabais dans tous nos magasins les 12 et 13 février

SMITH & BARNES
Timberland
MAJORA
Fahrenheit
j.lo
BROGUE
LOUBEN

Mégasolde de manteaux de designers

MANTEAUX

Jusqu'à **70%** de rabais*

*prix comparable

«GRANDE SÉLECTION»
Manteaux de lainage pour femme
prix comparable jusqu'a 395$

50$

Jusqu'à épuisement des stocks

Manteaux matelassés pour femme et homme
À Partir de **39.99$**
Prix Comparable 125$ à 275$

Manteaux en cuir pour homme et femme
Maintenant **100$**
Prix Courant 195-300$

Marques renommées pour homme et femme

MAINTENANT 30% à 70% de rabais*

dans tous nos magasins

*Marchandises sélectionnées.

Supers spéciaux pour la semaine

MIKK COUTURE Chandials et camisoles 5.99$ et plus	Col Roulé 100% coton de la collection Les Ailes 9.99$ et plus	Jupes pour femme 9.99$ et plus	Chandails Angora 14.99$ et plus	Vestons pour femme 19.99$ et plus

MONTRÉAL
Centre-ville
677 rue Ste-Catherine Ouest
514-282-4537

BROSSARD
Mail Champlain
2151 boul. Lapinière
450-672-4537

LAVAL
Carrefour Laval
3035 boul. Le Carrefour
450-682-4537

SAINTE-FOY
Place Sainte-Foy
2450 boul. Laurier
418-652-4537

**Exceptions : cosmétiques, fragrances, , petits appareils électriques, Marchandises sélectionnées.

G.L.A.M
GROUPE LES AILES DE LA MODE
ENTREPÔT

Liquidation finale de collections 'designers'!

POINT ZERO **30%** de rabais*

Marques renommées pour homme et femme
MAINTENANT 30% à 80% de rabais*
*Marchandises sélectionnées.

MIKK COUTURE **80%** de rabais*

JONES NEW YORK **50%** de rabais*

ANNE KLEIN NEW YORK **50%** de rabais*

NINE WEST **50%** de rabais*

steilmann **50%** de rabais*

Betty Barclay **70%** de rabais*

MARC AUREL **70%** de rabais*

3381809A

Montréal Marché Central 999, rue du Marché Central (514) 384-0951

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Une soixantaine de Mohawks ont manifesté paisiblement hier à Oka, pour protester contre l'emprisonnement d'un des leurs, Gary Gabriel. La femme de M. Gabriel et leurs quatre enfants étaient de la manif.

Manif pacifique pour Gary Gabriel à Kanesatake

MALORIE BEAUCHEMIN

Une soixantaine de membres de la communauté mohawk ont marché pacifiquement, hier, dans les rues d'Oka et sur le territoire de Kanesatake, réclamant la libération de Gary Gabriel, l'un des sept Mohawks condamnés à la prison en janvier dernier.

Gabriel et une douzaine d'autres membres de la communauté ont été accusés et reconnus coupables de diverses infractions reliées à l'émeute de janvier 2004, où 67 policiers autochtones avaient été séquestrés à Kanesatake.

Des sept condamnés qui doivent purger des peines de prison pour des chefs d'accusation de participation à une émeute et de séquestration, Gabriel est le seul qui attendra les processus d'appel du verdict et de la sentence derrière les barreaux, puisqu'il se trouvait alors en bris de condition. Les six autres ont été libérés sous conditions.

« La Cour a peur qu'il ne se présente pas à son procès en appel, a souligné la femme du détenu, Tina Gabriel, une des instigatrices de la marche pacifique d'hier. Mais il s'est présenté au premier procès, pourquoi il ne se présenterait pas à celui-ci ? »

Scandant des slogans tel que « Libérez Gary Gabriel », les parents, amis et membres de la communauté ont traversé des lieux importants dans l'histoire des Mohawks de Kanesatake, comme la côte Saint-Michel, où s'était déroulée la fameuse crise de 1990.

« Mon père me manque et je veux qu'il revienne à la maison », a déclaré Kathleen Gabriel, âgée de 12 ans, qui portait une affiche à son cou où l'on pouvait lire : « Free my dad » (libérez mon père).

« Mon père n'est pas un criminel, c'est un héros, il a empêché que beaucoup de monde soit blessé (lors des événements de janvier 2004) », a pour sa part affirmé Hunter Gabriel, âgé de 14 ans.

Le grand chef du conseil de bande de Kanesatake, Steven Bonspille, a participé lui aussi à la marche. « J'ai reçu une invitation, je suis venu, a-t-il dit. Je me dois d'appuyer les membres de ma communauté. » M. Bonspille a réitéré sa demande, faite en décembre au gouvernement, de créer une commission d'enquête sur les événements de janvier 2004, « pour faire la lumière sur les événements, afin de savoir qui était réellement impliqué ».

Rodney MacDonald, premier ministre de la Nouvelle-Écosse

PRESSE CANADIENNE

HALIFAX – Les conservateurs de la Nouvelle-Écosse ont choisi Rodney MacDonald comme chef de leur parti et nouveau premier ministre de la province, hier, au terme d'un congrès animé à Halifax.

L'actuel ministre provincial du Tourisme héritera du gouvernement minoritaire relativement stable du premier ministre John Hamm, qui a annoncé l'automne dernier son intention de quitter son poste, mettant ainsi fin à 10 années de vie publique.

« Quel grand jour pour être conservateur en Nouvelle-Écosse, a déclaré M. MacDonald aux 2000 délégués rassemblés au Metro Centre de Halifax. Je suis touché par la confiance que vous témoignez à mon endroit. »

Le premier ministre désigné et les membres de son cabinet seront officiellement assermentés le 24 février.

M. MacDonald a été désigné à la suite de sa victoire au deuxième tour de scrutin, face à Bill Black, ancien dirigeant du secteur des assurances. Il a obtenu 1263 voix, comparativement aux 855 accordées à son adversaire.

Âgé de 34 ans, M. MacDonald était le plus jeune parmi les candidats à la succession de M. Hamm.

M. Black, 54 ans, n'a jamais été élu député. Il a déjà été président et chef de la direction de la Maritime Life.

Souvent présenté comme le successeur de M. Hamm, l'ancien ministre des Finances de la province, Neil LeBlanc, a été éliminé de la course à l'issue du premier tour de scrutin. Il s'est immédiatement rangé derrière M. MacDonald, meneur au terme du premier tour en vertu de 789 votes, contre 742 à M. Black et 730 à M. LeBlanc.

M. Hamm, âgé de 67 ans, demeurera député jusqu'à la tenue des prochaines élections.

Un ministre content

PRESSE CANADIENNE

MOSCOU – Le nouveau ministre canadien des Finances, Jim Flaherty, a affirmé que ses débuts sur la scène internationale, dans le cadre d'une rencontre du Groupe des huit (G8), ce week-end à Moscou, constituaient une bonne introduction au secteur de l'économie mondiale.

« Je suis content d'être venu », a déclaré M. Flaherty, alors que prenaient fin les entretiens d'une durée de deux jours entre les ministres des Finances du Canada, des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon et de la Russie, hier.

« Ce que j'ai entendu ce week-end va se révéler utile, alors que je commence à mettre en place nos priorités en matière fiscale » à Ottawa, a-t-il dit.

Il s'agissait de la première réunion des pays membres du G8 depuis que la Russie a commencé à assumer la présidence de ce groupe, le 1er janvier, s'engageant à promouvoir « la sécurité énergétique mondiale » comme principal objectif de l'organisation en 2006.

M. Flaherty, ministre fédéral des Finances depuis moins d'une semaine, a loué la Russie pour sa croissance économique, largement favorisée par la hausse des prix, sur les marchés internationaux, de ses principales exportations, en l'occurrence le pétrole et le gaz.

N'attendez pas. Voyez à maîtriser votre taux de cholestérol dès maintenant.

Il y a des risques contrôlables. L'un d'eux est un taux de cholestérol élevé, qui **peut causer des maladies cardiovasculaires telles qu'une crise cardiaque ou même un accident vasculaire cérébral**. Les maladies cardiovasculaires sont la principale cause de mortalité au Canada[1], et **environ le quart des personnes qui ont une crise cardiaque n'y survivent pas**[2].

La vie est précieuse, alors pourquoi ne pas faire ce qu'il faut pour réduire les risques inutiles? **Un taux de cholestérol élevé peut être pris en charge.** Un mode de vie sain, qui comprend une bonne alimentation et de l'activité physique régulière, est essentiel pour réduire le taux de cholestérol, mais ce n'est pas toujours suffisant. Il est donc possible que votre médecin vous recommande d'autres mesures.

Comme un taux de cholestérol élevé est un facteur de risque important de crise cardiaque et d'accident vasculaire cérébral, pourquoi courir le risque de ne rien faire pour l'éviter? Vous ne ressentez pas un taux de cholestérol élevé, mais vous pourriez en ressentir les effets. **Joignez-vous aux millions de Canadiens qui ont décidé d'y voir, parce qu'on ne sait jamais ce que la vie nous réserve...**

Parlez-en à votre médecin, ou encore composez le **1 877 456-9535** ou consultez le site **www.acoeurdyvoirclair.ca** pour obtenir de plus amples renseignements.

Voyez-y.

1. Statistique Canada, Causes of Death, 2002.
2. Heart Attacks – Causes & Symptoms & Statistics. Fondation des maladies du cœur. 22 septembre 2001.

Le cholestérol et votre santé

*À cœur d'y voir clair*MD

Réseau canadien du personnel infirmier spécialisé en lipidologie

CACRC Canadian Association of Cardiac Rehabilitation / Association canadienne de réadaptation cardiaque

Diabète Québec

3352678A

3382350

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

IRAN
Rejet des offres de l'Ouest

Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a rejeté hier les pressions exercées par l'Occident pour obtenir le gel des activités nucléaires sensibles de son régime et laissé entendre qu'en représailles, l'Iran pourrait se retirer du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Devant des dizaines de milliers d'Iraniens rassemblés sur la place Azadi de Téhéran pour le 27e anniversaire de la Révolution islamique, l'ultraconservateur Ahmadinejad a répété ses attaques contre Israël, estimant que le « véritable » Holocauste se déroule « en Palestine où les sionistes tuent des Palestiniens tous les jours ». « Vous le trouverez aussi en Irak », a ajouté le président iranien, qui avait suscité une vague de condamnations au sein de la communauté internationale en qualifiant l'Holocauste de « mythe ». Il a également accusé les « sionistes » d'être à l'origine de la publication dans la presse occidentale des caricatures de Mahomet qui ont suscité de violentes protestations dans le monde musulman.

d'après AP

SYRIE
Nouveau vice-président

PHOTO D'ARCHIVES AFP

Le président syrien, Bashar al-Assad (à g.) et son ex-ministre des Affaires étrangères, Farouk al-Chareh, en mars 2002.

Le président syrien Bachar el-Assad a nommé hier son chef de la diplomatie, Farouk al-Chareh, au poste de vice-président dans le cadre d'un remaniement majeur du gouvernement, rapporte l'agence de presse officielle syrienne SANA. La décision figure dans un décret présidentiel, selon SANA. Farouk al-Chareh est remplacé au poste de ministre des Affaires étrangères par son bras droit, l'ancien ambassadeur auprès de l'ONU Walid Moallem. Farouk al-Chareh devient l'un des deux vice-présidents du pays ; l'autre, Mohammad Zouheir Macharqa, avait été nommé par le défunt président Hafez el-Assad, père de l'actuel dirigeant. À ce nouveau poste de vice-président, Farouk al-Chareh sera également chargé de la mise en oeuvre des politiques « étrangère et d'information » du pays.

d'après AP

IRAK
Choix du premier ministre

Les chiites conservateurs, majoritaires au Parlement irakien, ont décidé de reporter à aujourd'hui le choix de leur candidat au poste du premier ministre, pour lequel s'affrontent l'actuel chef du gouvernement, Ibrahim Jaafari, et le vice-président, Adel Abdel Mahdi. « Le choix a été repous sé à dimanche à la demande insistante des partisans du (chef radical chiite) Moqtada Sadr qui souhaitent que le choix se fasse par consensus et non par vote », a affirmé l'un des participants, Ridha Jawad Taki, dirigeant du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII). Le duel oppose Ibrahim Jaafari, 55 ans, qui dirige le parti Dawa, et son adversaire Adel Abdel Mahdi, 63 ans, un des principaux dirigeants du CSRII.

d'après AP

THAÏLANDE
Nouvelles manifs

PHOTO MIYUKI RYOKO, AFP

Manifestants hier à Bangkok contre le premier ministre Thaksin Shinawatra.

Des milliers de manifestants ont une nouvelle fois réclamé hier la démission du premier ministre thaïlandais, Thaksin Shinawatra, qui a fait une concession en proposant un référendum en vue de changements constitutionnels. Le rassemblement d'hier sur une place de Bangkok proche du Parlement est apparu moins important que celui du 4 février qui avait attiré plus de 50 000 personnes. La police a estimé le nombre de manifestants hier à entre 10 000 et 15 000. Jusqu'au dernier moment, les autorités ont maintenu la confusion à savoir si le rassemble ment serait autorisé et à quel endroit. Ces manifestations sont parrainées par un patron de presse, Sondhi Limthongkul, 58 ans, qui, à l'automne dernier, a juré de faire tomber le chef du gouvernement qu'il accuse de « tyrannie » et de « corruption ». M. Thaksin, 56 ans, homme d'affaires reconverti dans la politique, est devenu premier ministre en 2001 et a été réélu triomphalement en 2005. Il a fêté jeudi dernier le cinquième anniversaire de son arrivée au pouvoir.

d'après AFP

PHOTO BRENNAN LINSLEY, AP

Des partisans du candidat présidentiel René Préval ont manifesté hier devant le Palais national à Port-au-Prince, même si la perspective d'une victoire au premier tour des élections la semaine dernière paraît aujourd'hui moins sûre.

Haïti : Préval passe sous la barre des 50 %

PHILIPPE RATER
AGENCE FRANCE-PRESSE

PORT-AU-PRINCE — Le candidat à la présidence haïtienne René Préval, 63 ans, est passé hier sous la barre des 50 % de voix, selon de nouveaux résultats partiels communiqués après des manifestations en sa faveur à Port-au-Prince.

Avec 49,6 % des votes, à l'issue de la comptabilisation de 72 % des suffrages, l'ancien président (1996-2001) « garde une avance extraordinaire » sur ses rivaux, a souligné lors d'une conférence de presse Jacques Bernard, directeur du Conseil électoral.

Un tel score, s'il devait être maintenu dans les résultats définitifs, implique l'organisation d'un deuxième tour, envisagé pour le 19 mars.

En deuxième position figure Leslie Manigat, un autre ex-président haïtien, avec 11,5 % des votes. Le prétendant arrivant à la troisième place est l'industriel Charles Henri Baker, crédité de 8,1 % des votes.

Quelque 3,5 millions d'électeurs ont été appelés mardi à choisir un nouveau président et un nouveau Parlement. Plus de 1,5 million de votes ont été comptabilisés, a précisé le Conseil électoral. Le taux de participation reste inconnu.

Jacques Bernard a espéré pouvoir donner des résultats définitifs aujourd'hui.

Hier, avant l'annonce des nouveaux résultats partiels, plusieurs milliers de partisans de René Préval, ancien allié de Jean-Bertrand Aristide, étaient descendus dans les rues de la capitale, anticipant une victoire de leur favori et réclamant la proclamation d'un vainqueur.

Chantant « Préval président » au son de tambours, certains sont passés devant le Palais présidentiel, une vaste bâtisse blanche entourée de grilles noires sur lesquelles sont apposés les portraits des 32 candidats à la présidentielle.

« Préval a gagné », assure Eddie Dorsalville, 38 ans. « Nous allons avoir plus de stabilité », ajoute cet Haïtien. « Préval est le messie », renchérit Gilbert Vil, 30 ans. « Il va nous donner ce dont nous avons besoin : du travail, des écoles, la justice et de la nourriture. »

Les observateurs internationaux ont estimé hier que les premières élections de l'après-régime Aristide ont été « libres » même après un début particulièrement cahotique.

Hier soir, Jacques Bernard a lancé un appel à arrêter ces manifestations. « Soyez patients », a-t-il supplié, en demandant « la suspension des manifestations qui peuvent conduire à des violences ».

Le comptabilisation des votes se déroule dans un hangar rempli d'ordinateurs, protégé par des Casques bleus chinois et situé près de l'aéroport de Port-au-Prince.

Les observateurs internationaux ont estimé que les premières élections de l'après-régime Aristide, quatre fois reportées, avaient été « libres » même après un début particulièrement chaotique. Ils ont félicité les Haïtiens pour leur patience infinie à attendre pendant des heures dans la chaleur avant de voter dans des bureaux submergés.

L'ensemble du processus électoral est encadré par 9500 militaires et policiers internationaux de la Mission de stabilisation de l'ONU en Haïti (MINUSTAH). Ces Casques bleus peinent dans leur lutte contre l'insécurité.

Depuis le début de la semaine, les bandes armées qui terrorisaient encore récemment les habitants de Port-au-Prince observent une trêve et pourraient déposer les armes si leur favori, René Préval, gagne la présidentielle.

« Nous sommes prêts, une fois confirmée la proclamation officielle de la victoire de René Préval à faire une déclaration appelant tous les Haïtiens à vivre en paix », a déclaré à l'AFP Ti-blanc, un dirigeant de Cité soleil, un bidonville de la capitale où vivent 300 000 personnes.

Les principaux candidats à la présidentielle ont reconnu la nécessité de maintenir la MINUSTAH en Haïti une fois un nouvel exécutif installé. Le Conseil de sécurité devrait prolonger à la mi-février de six mois sa mission, jusqu'au 15 août. Pour certains experts, 10 ans d'engagement international sont encore nécessaires pour stabiliser la petite république.

Ariel Sharon à nouveau opéré

LAURIE COPANS
ASSOCIATED PRESS

JÉRUSALEM — Ariel Sharon a dû être opéré en urgence hier à la suite d'une grave dégradation de son appareil digestif qui mettait sa vie en danger. D'après ses médecins, cette intervention, la septième depuis son attaque cérébrale le 4 janvier, a permis de stabiliser l'état du premier ministre israélien, toujours dans le coma.

Ariel Sharon, qui aura 78 ans à la fin du mois, reste dans un état critique mais il n'y a plus de « danger immédiat pour sa vie », a annoncé le directeur de l'hôpital Hadassah de Jérusalem, Shlomo Mor-Yosef, après l'opération. Les chirurgiens ont retiré environ 50 centimètres, soit un tiers, du gros intestin, lors de cette nouvelle intervention qui a duré quatre heures.

Ariel Sharon avait été conduit en urgence en salle d'opération hier matin après un scanner abdominal qui avait révélé que l'appareil digestif était gravement abîmé. Les médecins ont découvert une nécrose intestinale, c'est-à-dire des cellules mortes.

Toutefois, d'après le Dr Shlomo Mor-Yosef, ces complications ne sont pas inhabituelles chez les comateux. L'opération est relativement simple, a-t-il précisé, mais ce problème intestinal marque un important recul dans son traitement.

Les chirurgiens ont retiré environ 50 centimètres, soit un tiers, du gros intestin, lors de cette nouvelle intervention qui a duré quatre heures.

Le directeur de l'hôpital n'a pas caché que le principal problème demeure le coma du premier ministre, qui n'a pas repris conscience depuis son attaque cérébrale du 4 janvier. Un réveil reste possible, a-t-il confié, mais « chaque jour qui passe les chances s'amenuisent », tandis que les risques de complications augmentent.

Depuis l'hémorragie cérébrale d'Ariel Sharon, le vice-premier ministre Ehoud Olmert assure l'intérim à la tête du gouvernement mais aussi de sa jeune formation centriste, Kadima, toujours en tête des sondages à six semaines seulement des élections du 28 mars.

Après le choc de l'hémorragie de Sharon, la transition politique s'est déroulée de façon étonnamment tranquille. Kadima n'a pas flanché dans les sondages, qui lui prédisent au moins 40 des 120 sièges du Parlement. Ce qui permettrait à Ehoud Olmert de former le prochain gouvernement, probablement au sein d'une coalition avec les travaillistes.

Cette semaine, Ehoud Olmert a laissé entendre, dans sa première interview depuis qu'il assure l'intérim, que les Israéliens se retireraient de larges zones de Cisjordanie s'il était élu.

Mais il n'a pas dit exactement s'il s'agirait ou non d'une décision unilatérale, comme le retrait de la Bande de Gaza mené à bien l'été dernier par Ariel Sharon. Ehoud Olmert a expliqué que l'État hébreu renoncerait aux zones de forte concentration de population palestinienne mais conserverait les principaux blocs d'implantation.

FORUM

L'échec d'une utopie

Aujourd'hui Vincent est bien intégré, fier de lui, et mieux équipé pour faire face à la vie grâce à une école adaptée à son handicap

ISABELLE AUBIN
L'auteure est la mère de Vincent Taylor et enseignante au collégial.

« Salut m'man ! » Vincent descend de l'autobus d'écoliers avec son sac dans les mains. Il a hâte de l'ouvrir. « Aujourd'hui on a cuisiné du pain inuit ! » S'en suit la description de sa journée, l'écriture de mots reliés au Grand Nord, la préparation d'une invitation pour un ami qui viendra déguster ce pain. Vincent, beau garçon de 7 ans, heureux de sa journée d'école et anticipant une activité avec un ami, ressemble à plusieurs enfants, mais longtemps il y a eu Vincent, déficient intellectuel léger qui désire désespérément avoir des amis, qui souhaite ardemment que le regard des autres ne change pas lorsqu'il se met à parler avec la prononciation pas toujours adéquate, qui désire être accepté spontanément comme l'est son frère Charles de deux ans son cadet. C'était avant...

L'enfant déficient intellectuel, et l'adulte qu'il deviendra, n'aura d'autres choix que de s'intégrer à la société dans laquelle il vit, pourquoi ne pas l'outiller adéquatement, afin que cet individu soit autonome, confiant et heureux. C'est une belle utopie cette théorie de l'intégration dans le système scolaire régulier !

Dans une classe régulière, comme celle de Charles, la transmission des connaissances se fait principalement par l'explication verbale de l'enseignant suivi de l'imitation d'une procédure, comme reproduire des mots ou effectuer des additions. Pour l'élève déficient intellectuel léger, comme Vincent, reproduire des mots peut s'avérer une tâche ardue puisque la manipulation du crayon n'est pas acquise. Conséquemment, il comprend la notion académique, il connaît les lettres, reconnaît les chiffres mais est incapable de les reproduire adéquatement sur papier ! L'enseignant peut difficilement valider la compréhension réelle de l'enfant, et celui-ci perd confiance en ses capacités.

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE©

Isabelle Aubin, Charles, Éric Taylor et Vincent.

L'école mise sur l'affirmation de la personnalité et le développement de la confiance en soi.

Vincent fréquente une école spécialisée d'Ahuntsic, qui s'adresse aux enfants en déficience légère présentant des difficultés en motricité fine ou en orthophonie. Mon fils et les huit autres enfants de sa classe y apprennent les notions académiques du ministère de l'Éducation sauf que la pédagogie est adaptée. Plusieurs moyens sont mis en place, par exemple l'utilisation de l'ordinateur pour faciliter l'écriture, découpage des chiffres pour réussir les mathématiques plutôt que d'avoir à les tracer. Ces moyens permettent de réels apprentissages sans que l'enfant ait continuellement à faire face à des situations d'échec. En support aux enseignants, plusieurs professionnels rencontrent les élèves en groupe-classe et individuellement.

L'école mise sur l'affirmation de la personnalité et le développement de la confiance en soi. Vincent est fier de lui, ses efforts sont récompensés puisqu'il se sait capable de réussites. Cet amour-propre lui permet d'oser exprimer ses idées et favorise son émancipation dans toutes les sphères de sa vie.

Vincent est bien intégré dans la société. Il fréquente les voisins de son âge, il se joint aux amis de son frère, il a une belle relation avec ses cousins(es), il suit des cours, il se fait des amis quand nous allons au parc. Il ne cherche plus à être avec les autres à tout prix puisqu'il a un groupe qui lui est propre. Autrefois, étant rejeté par les enfants qui s'apercevaient de sa différence, Vincent voulait obliger les amis à jouer avec lui en les retenant physiquement ou en leur obéissant, ce qui ne faisait qu'accentuer le rejet. Contrairement aux enfants trisomiques desquels on s'attend à un comportement différent, ceux qui paraissent physiquement « comme tout le monde » semblent victimes de plus de moqueries de la part des autres qui sont déroutés par la différence « invisible ».

D'enfant fragile et peureux, Vincent a évolué en enfant fier de lui et heureux, et ce, grâce à cet incomparable établissement rempli de professionnels dévoués et d'enfants respectueux, conscientisés aux différences.

Les risques de dérapage

Des éléments d'un régime de santé privé vont se développer assez rapidement. Il faut les baliser

Voici le dernier de deux textes rédigés en vue de la consultation prochaine sur une éventuelle ouverture à l'assurance santé privée, dans la foulée du jugement Chaoulli rendu par la Cour suprême.

CLAUDE CASTONGUAY
ET CLAUDE FORGET
M. Castonguay a été ministre des Affaires sociales dans le gouvernement de Robert Bourassa, de 1970 à 1973. M. Forget lui a succédé jusqu'en 1976.

À la suite de l'arrêt Chaoulli, il est inévitable que des éléments d'un régime privé, parallèle au régime public, vont se développer assez rapidement. Alors qu'en certains milieux cela est perçu comme un désastre qu'il faut combattre à tout prix, en d'autres milieux, cela est accueilli avec enthousiasme ou soulagement. Chacun a de plus son modèle favori de l'arrimage à effectuer. Les débats et la recherche d'un consensus peut-être impossible peuvent durer indéfiniment. Entre-temps, des précédents verront le jour, des organisations seront mises sur pieds et des contrats seront conclus. Tout cela risque de créer des situations inextricables et impossibles à défaire ; il nous semble donc urgent d'identifier les dérapages possibles et de mettre en place les conditions nécessaires pour les éviter.

L'identification des dérapages doit procéder selon un mode pragmatique. Il ne s'agit pas d'identifier comme dérapage tout ce qui n'a pas l'heur de nous plaire. La liste, selon nous, n'est pas longue.

> La pénurie de main-d'oeuvre, particulièrement médicale.

Lorsqu'un financement privé s'ajoutera au financement public, la demande effective pour les services de santé va connaître une expansion rapide. Avec des ressources humaines fixes en nombre cela pourrait servir à augmenter surtout les revenus des prestataires de soins plutôt que le volume de services. Pour le segment public, la pénurie existante serrait aggravée. Voila le premier dérapage qu'il faut minimiser.

Une augmentation du nombre de futurs médecins, infirmières et autres n'est qu'une partie de la solution car elle ne peut jouer qu'à long terme. Le recrutement et la certification de médecins étrangers en est une autre susceptible d'un impact plus rapide ; encore faudrait-il que cet objectif soit épousé par les ordres professionnels ou sinon qu'il existe une volonté claire que l'État rapatrie cette responsabilité déléguée.

Pendant une période de transition, on peut songer à des règles de répartition des ressources entre les deux secteurs, le privé et le public, mais ces règles doivent éviter elles-mêmes le piège de réserver au secteur public des « stocks » de ressources humaines qu'il ne réussit pas à utiliser pleinement pour une foule de raisons.

Jusqu'à maintenant, il faut avouer que l'État, seul payeur pour les principaux services de santé, a utilisé sciemment son contrôle sur le nombre de professionnels de la santé pour maîtriser les coûts du régime public. Les médecins qui n'existent pas ne peuvent pas facturer la Régie de l'assurance maladie ! Mais l'émergence d'un régime privé parallèle libère l'État de ses responsabilités d'employeur obligé. Il est urgent d'en tirer tout de suite les conséquences.

> Les modes de financement d'un régime d'assurance santé parallèle privé.

La méthode de distribution la plus facile pour des assureurs privés est de persuader les employeurs d'assumer le coût des primes et d'offrir cette couverture à leurs employés. Même si les syndicats du secteur public manifesteront leur opposition à l'assurance privée pour des raisons évidentes, les syndicats du secteur privé joindront tôt ou tard leurs pressions à celles des assureurs. Un régime privé qui viendrait grever les coûts des entreprises canadiennes constituerait bientôt un fardeau néfaste sur la situation concurrentielle du pays et une menace pour le niveau d'emploi.

Si les employeurs sont d'humeur à augmenter la rémunération de leurs employés, qu'ils accordent plutôt des hausses de salaire déductibles par eux comme coût de production mais taxables entre les mains des employés. Ces derniers décideront alors de souscrire ou non à une assurance privée, la question du traitement fiscal spécial, s'il en est, de telles contributions devenant une question distincte.

> L'absence d'une réglementation appropriée

Plusieurs variantes de l'assurance santé privée peuvent exister. La souplesse du régime doit permettre d'innover et de tester des variantes diverses. Cette souplesse est ce qui fait défaut au régime public et la raison d'être de l'arrêt Chaoulli est précisément de permettre de s'éloigner de cette rigidité qui lui est propre. Pourtant, il ne faut pas négliger la conséquence possible de l'apport additionnel de ressources que va amener l'assurance privée, soit un possible délestage du fardeau écrasant qu'aujourd'hui doit assumer le régime public. Pour que ce délestage se produise, il nous semble essentiel que l'assurance privée s'éloigne le plus possible de la « couverture à la carte » mais offre au contraire une prise en charge assez largement définie et une mise en commun des risques interdisant la discrimination.

Les trois dérapages mentionnés dans cet article sont à notre avis des conséquences à éviter dans l'application de l'arrêt Chaouli sur lesquels une action est possible et même souhaitable pour tous, quelles que soient les orientations et les préférences de chacun. Il est possible de s'attaquer à ces questions, comme nous le proposons ou autrement, sans complications excessives.

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef
LA PRESSE

ÉDITORIAUX

Sentier dangereux

akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Vous habitez près d'un sentier de motoneige et n'en pouvez plus du vrombissement et des vapeurs d'essence ? Il va peut-être falloir vous y habituer. Le ministère des Transports envisage en effet d'interdire toutes les poursuites pour causes de bruit, d'odeurs ou d'inconvénients de voisinage liés aux passages de véhicules hors route. Le gouvernement s'aventure ici dans un sentier très dangereux.

Rappelons que les recours du genre sont déjà interdits jusqu'en mai. Québec a imposé ce bâillon judiciaire en décembre 2004, juste après que la Cour supérieure eut reconnu le tort causé à 600 familles vivant à proximité du parc linéaire du Petit Train du Nord. La piste a été fermée aux motoneiges sur 38 km et les résidants lésés se sont vu accorder des dommages qui pourraient totaliser une dizaine de millions de dollars. Craignant que le dépôt d'autres poursuites ne ruine la lucrative saison de motoneige, Québec a mis le couvercle sur la marmite.

Adopter une loi pour interdire temporairement aux citoyens de défendre leurs droits devant les tribunaux était déjà une décision inusitée et très critiquable. Rendre cette interdiction permanente serait abusif.

Il ne faut pas oublier que les intérêts qu'on veut protéger ici sont ceux d'une industrie privée. La motoneige compte de nombreux adeptes et amène beaucoup d'argent en région, on ne peut le nier. Mais un sentier de motoneige sert avant tout à des activités de loisir. Ce n'est pas un aéroport ou une autoroute, dont l'existence est motivée par l'intérêt public.

Le ministère des Transports risque en outre de créer un dangereux précédent. Beaucoup d'entreprises ont des activités bruyantes ou nauséabondes. Leur suffira-t-il d'en faire valoir les retombées économiques pour couper court à toute réclamation ?

On nous dit que l'amendement proposé s'inspire de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, qui donne priorité aux activités agricoles en zone verte et leur accorde une certaine protection contre les plaintes des voisins. Cette immunité bien relative suscite déjà des tensions considérables dans les campagnes. Il n'est pas souhaitable de l'accorder à d'autres secteurs économiques.

////////////////////////

Seuls les sentiers reliant les régions entre elles — environ le tiers du réseau — seraient à l'abri des poursuites. Leur tracé et leur aménagement seraient établis par des groupes régionaux comptant des citoyens dans leurs rangs. Le ministère des Transports propose plusieurs autres mesures (respect des limites de vitesse, interdiction de modifier les systèmes d'échappement, surveillance accrue des sentiers) pour améliorer la cohabitation entre riverains et motoneigistes. Ce sont des efforts louables qui auraient dû être entrepris il y a longtemps. Mais ils ne justifient pas de priver les citoyens du droit de se défendre devant les tribunaux.

La question des véhicules hors route sera discutée en commission parlementaire du 7 au 10 mars prochains. Malheureusement, les résidants qui ont des doléances à faire valoir ne sont souvent pas organisés pour participer à ce genre de consultation. Souhaitons que des experts en droit se donneront la peine d'éclairer le législateur.

Les carnets noirs d'Arafat

mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

L'affaire a été à peu près complètement ignorée par les médias. Parce qu'elle est considérée comme banale ? Parce que, depuis 10 ans, on a tenu pour acquis qu'il s'agit de la manière normale de fonctionner de l'Autorité palestinienne ? Pour d'autres raisons encore ?...

Toujours est-il qu'une enquête vient de révéler que 800 millions (CAN) ont disparu des coffres du gouvernement palestinien, administré depuis qu'il existe par le Fatah, le parti de Yasser Arafat, et largement financé par l'aide internationale. Celle-ci se chiffre à environ 1,2 milliard par année. La somme détournée équivaut presque au quart du produit intérieur brut annuel de 3 milliards (2003, en parité de pouvoir d'achat) de la Cisjordanie et de la bande de Gaza combinées. Elle équivaut aussi à la quasi-totalité du déficit annuel de l'Autorité palestinienne.

Voyons la chose comme un scandale des commandites à la puissance mille, qui aurait été étouffé jusqu'aux élections...

La divulgation des résultats de cette enquête a été retardée jusqu'après les élections législatives palestiniennes de la fin janvier. Depuis, quelque 25 suspects ont été arrêtés et une dizaine d'autres sont en fuite à l'étranger.

Pour faire image, voyons la chose comme un scandale des commandites à la puissance mille, qui aurait été étouffé jusqu'à l'échéance électorale...

Dans un volumineux dossier paru en septembre dans *The Atlantic Monthly* (sous le titre : *Une nation ruinée / Comment Yasser Arafat a détruit la Palestine*), on estime que, de l'élection d'Arafat à la tête de l'Autorité palestinienne jusqu'à sa mort (1996-2004), lui-même et sa garde rapprochée auraient détourné la moitié des 8 milliards d'aide internationale destinée au peuple palestinien.

Comme on le sait, celui-ci vit dans le chômage et la misère, situation aggravée par un état de guerre larvée avec Israël et par l'absence totale de sécurité dans les territoires.

« En moins d'une décennie, Arafat et sa clique ont réussi non seulement à détruire l'économie, mais aussi à dilapider le capital de sympathie accumulé par le peuple palestinien en 25 ans de domination militaire israélienne », écrit *The Atlantic Monthly*.

Bref, les véritables livres comptables de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), puis de l'Autorité palestinienne, se trouvaient dans la poche intérieure de la veste de Yasser Arafat, sous la forme de petits carnets noirs devenus légendaires...

À intervalles réguliers depuis 1996, différentes enquêtes ont révélé des malversations de cet ordre sans que, jamais, aucune solution ne soit apportée. Il est vrai qu'Israël et les puissances occidentales pourvoyeuses d'aide ont souvent considéré que le fait de fermer les yeux sur ce trafic constituait une façon d'acheter la paix — une paix relative, bien entendu. Ou même de profiter du pactole.

Depuis la victoire du Hamas aux élections législatives, on s'est beaucoup inquiété, et à juste titre, du passé terroriste et de l'extrémisme idéologique de ce parti. Or, ce problème fût-il réglé, il faudra voir s'il sera capable de briser l'histoire et de gérer les finances publiques au profit, et non au détriment, du peuple qu'il dit représenter.

Il s'agit d'un défi au moins aussi considérable.

Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

D'UN CANADA À L'AUTRE

Un intellectuel engagé

BRIAN LEE CROWLEY

L'auteur (BrianLeeCrowley@aims.ca) est président du Atlantic Institute for Market Studies (www.aims.ca), un groupe de réflexion sur la politique sociale et économique établi à Halifax.

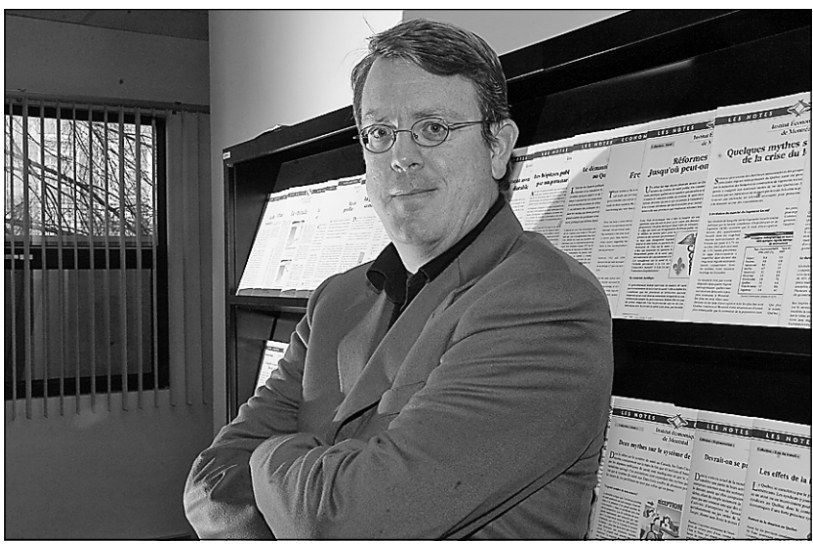


PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

Cofondateur de l'Institut économique de Montréal, Michel Kelly-Gagnon a pris les commandes du Conseil du patronat du Québec.

Il y a quelques années, j'ai proposé au rédacteur en chef d'un quotidien de langue française un projet de chronique régulière sur la politique au Canada anglais. J'ai fait observer qu'avec les gouvernements de Ralph Klein et de Mike Harris en place, parmi d'autres, on assistait à un nouveau brassage du libéralisme dans le pays. M'intéressant à ces idées et connaissant nombre de personnes que cela concernait, j'ai eu la témérité de suggérer que non seulement les lecteurs du journal y verraient quelque chose d'intéressant en lui-même, mais qu'un compte rendu sympathique de la chose représenterait une avenue relativement nouvelle dans le journalisme québécois où les idées libérales étaient traitées sans ménagement.

Ma lettre a entraîné une réaction d'irritation. Le rédacteur en chef en question est monté sur ses grands chevaux et il m'a assuré que le traitement peu sympathique des idées libérales dans les médias n'était pas dû au fait que ceux-ci les connaissaient mal (ce n'était pas ce que j'avais dit). Au contraire, lui-même et ses collègues oh-si-avertis en connaissaient tous les tenants et les aboutissants et ils avaient déjà tranché dans leur esprit : ces idées étaient inacceptables. En d'autres mots, les péquenauds de l'Ontario et de l'Alberta peuvent bien s'entêcher de ces idioties, mais nous sommes bien trop raffinés pour ça, ici, à Montréal.

« L'effet de ce qu'a réalisé Kelly-Gagnon est évident pour quiconque se donne la peine de regarder. »

D'après mon expérience, c'était là une attitude largement répandue parmi les élites intellectuelles partout en Occident. Et s'il y avait des réponses raisonnables à la plupart des critiques à l'endroit des idées de liberté individuelle, de gouvernement aux pouvoirs limités et de liberté économique, à part quelques individus isolés, personne au Québec n'établissait de manière intelligente et concertée le bien-fondé de ces réponses.

L'Institut économique de Montréal

C'était avant l'apparition de Michel Kelly-Gagnon et de ses collègues, qui ont fondé l'Institut économique de Montréal (IEDM). Il y a six ou sept ans, Michel, reconnaissant la capacité des idées de changer la société, a saisi une occasion historique pour créer une organisation destinée à porter les idées libérales à l'attention du public et à faire connaître les leaders d'opinion d'une manière systématique.

L'effet de ce qu'a réalisé Kelly-Gagnon est évident pour quiconque se donne la peine de regarder. Les personnes associées de près à l'IEDM ont exercé une influence profonde sur l'ADQ de Mario Dumont et sur le gouvernement de Jean Charest. Un ex-membre du conseil d'administration de l'Institut, Maxime Bernier, est maintenant ministre de l'Industrie à Ottawa. Le rapport annuel de l'Institut sur la performance des écoles secondaires de la province a jeté un éclairage sur la qualité de l'éducation qui est en train de façonner la génération montante des Québécois.

Michel a souligné les coûts pour la population des mauvaises politiques telles que celles pratiquées par la Société des alcools, les offices de mise en marché du lait, de même que des subventions aux industries non concurrentielles. Les éditorialistes et les journalistes ont pris note. Les idées qui ont inspiré le chef de l'IEDM sont au coeur des débats politiques dans toute la province, et cela est dû en grande partie à sa détermination et au succès qu'il a connu pour qu'il en soit ainsi.

Du courage

Michel est la personnification de l'intellectuel engagé. Il a défendu avec courage des idées impopulaires qui ont été injustement diabolisées par une élite gauchisante et volubile ayant un accès facile aux médias. Une nouvelle rigueur dans le ton des débats public est l'un des cadeaux faits par Michel aux Québécois.

Hélas, Michel quitte l'IEDM pour devenir le nouveau patron du Conseil du patronat du Québec (CPQ). Québec perd ce que le CPQ gagne. Au CPQ, Michel devra mettre beaucoup d'eau dans son vin parce que nombre d'employeurs dans la province tirent parti des politiques mêmes qu'il a critiquées à titre d'intellectuel indépendant. Son esprit incisif et son style accessible ne seront pas faciles à remplacer, en particulier parce qu'ils doivent s'accompagner d'une bonne capacité d'organiser et de trouver des fonds.

Mais il faut le remplacer parce que le succès de Michel Kelly-Gagnon est une mesure de la soif intellectuelle que lui-même et ses collègues ont étanchée pour des idées dont un Québec moderne a besoin dans un univers en pleine mondialisation.

À VOTRE TOUR

Neuf mois de désarroi

LETTRE DE LA SEMAINE

DAVID PENVEN
L'auteur habite à Saint-Bruno-de-Montarville.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE©

David Penven et son épouse Juliet Diotte ont fait un choix, la famille !

Je n'ose le dire trop haut. Un peu comme si j'étais porteur d'une maladie honteuse. Les réactions, pas des plus encourageantes de la part des connaissances, me rentrent dedans comme une tonne de briques. Il faut dire que je n'ai pas aidé ma cause.

Râleur de nature, je ne me suis pas gêné pour exprimer mon exaspération à moult reprises. La patience n'est pas une qualité chez moi. Mon tempérament latin, breton ou autre, sans aucun doute. Pourtant, mon épouse, depuis 13 ans déjà (18 ans de fréquentations) toujours zen si l'on compare son caractère au mien, s'est également abstenue de parler. Comme si, dans son for intérieur, une petite voix lui demandait de garder le silence. A-t-elle mal fait ? Est-elle folle ? Pourquoi se donner tant de mal pour courir après les problèmes ? Elle est sûrement inconsciente, tout comme son *chum* d'ailleurs.

Ma femme attend son cinquième enfant. La cigogne, comme le dit si bien la formule consacrée, doit passer le 28 juin. Sans doute avant. Son enfant, mais aussi le mien. Le nôtre. La distinction est importante. Ce fut une décision commune, voulue, souhaitée. Sûrement pas réfléchie à en croire les quelques personnes à qui nous avons communiqué la nouvelle.

« Malades », « fous », etc.

Car, on a beau garder le silence, vient le moment où le ventre qui abrite cette vie fait éclater la vérité. Les mots « malades », « courageux », « fous », « irresponsables », le tout accompagné de profonds soupirs ou parfois d'un sourire crispé — certains croyant que cette cinquième grossesse est le résultat d'un accident —, ont constitué le lot de réactions des personnes à qui nous avons fait part de la nouvelle.

Les réactions positives sont venues de personnes très proches, à commencer par nos parents, même s'ils étaient réticents, dans la mesure où ils s'inquiètent, comme tous bons parents, de notre avenir et de celui de leurs petits-enfants. Le taux de divorce que connaît le Québec et la précarité des emplois n'aident en rien pour les rassurer. Et puis, comme parents, ils savent qu'on ne vit que pour ses enfants, toujours accaparés par les soins et tout ce qui vient avec.

C'est ainsi que l'on a diffusé, si j'ose dire, la nouvelle au compte-gouttes. Ici et là, se préparant à recevoir les pires sarcasmes. L'air pantois qu'ont pris plusieurs personnes de notre entourage nous a rendu encore plus prudents dans la divulgation de l'événement. Qu'on nous comprenne bien, on n'a pas fait cinq enfants pour se distinguer des autres, pour les épater, se faire valoir. Au contraire, on sait très bien qu'il va y avoir encore plus de moments de fatigue, d'impatience ; on va chialer, c'est sûr. On n'est pas plus malins, futés, que les autres. On aura nos moments de joie, de peine, d'interrogations.

Une insulte

Mais me faire lancer, lorsqu'une préoccupation concernant les membres de ma tribu me chicote : « T'as voulu des enfants, assume ! » est la pire des insultes. Comme si j'avais commis une bêtise et qu'il fallait maintenant en assumer les conséquences. « T'as voulu t'amuser, paye maintenant. » Oui, pour certains, c'est une décision folle et irréfléchie. Mais est-ce réellement mal de vouloir fonder une grande famille ? De se plaire dans ce chaos sympathique qu'est devenue notre demeure ? Est-ce pécher de se plaindre, de ventiler, lorsque parfois trop c'est trop ?

Je ne suis pas entré dans les ordres en voulant avoir des enfants. Je n'ai pas fait le voeu de silence. Vous entendez mes découragements, tout comme j'entends les vôtres lorsque la coupe est pleine. Mais tout comme vous, je garde jalousement pour moi les moments de bonheur intenses que me procurent les membres de ma tribu. Je vais sûrement péter les plombs lorsqu'ils seront rendus à l'adolescence et qu'ils prendront un chemin qui n'était pas prévu dans « mon » itinéraire.

Je vais brailler, crier, sourire, rire, triper. Brailler de nouveau quand je vais être grand-père et sacrer lorsqu'ils viendront me « dumper » mon p'tit-enfant, parce qu'ils n'auront pas trouvé, encore une fois, de gardienne. Quand mon dernier, si tout se passe bien, va avoir 20 ans, je vais en avoir 59. Je n'ai pas fini de travailler pour assurer leur subsistance, je vais être parent à vie. Me faire du sang de cochon lorsqu'ils auront des problèmes ou me réjouir de nouveau quand tout ira bien. Je suis peut-être inconscient, tout comme ma femme. *Mea culpa*. Mais avons-nous réellement gaffé ?

Je sais bien que l'ère des grosses familles québécoises est révolue depuis belle lurette. Que la mode est au Moi, Moi encore, et uniquement Moi. Je n'ai pas fait d'enfants pour recevoir de félicitations de votre part. Ça non. Mais un peu de solidarité, un peu de compréhension nous réconforteraient.

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Penven recevra une copie laminée de cette page.

Bardé de diplômes et toujours sans emploi...

Est-ce que l'expérience serait devenue un critère trop strict ?

JOCELYN DESMARAIS

Chômeur chronique depuis mai 2004 je me bute toujours au même problème du type : je suis un diplômé sans expérience et la presque totalité des postes offerts exigent de l'expérience... Auparavant, mentionnons qu'en 1999 à la fin d'un contrat d'un an et à la suite d'une recherche d'emploi infructueuse qui a ensuite duré deux ans malgré un baccalauréat en psychosociologie et un certificat en gérontologie déjà en poche, je finis par aboutir dans un « emploi alimentaire » avec 20 000 $ de prêts d'études.

En 2002, épuisé de cette galère et souhaitant améliorer mon sort, je retourne à l'université dans un domaine « soi-disant en demande » dont les informations tirées du guide *Les Carrières d'avenir du Québec* semblaient très prometteuses à savoir, Gestion des ressources humaines : « Taux de placement supérieur à 95 %. En extrapolant un peu nous pouvons estimer qu'environ 1600 offres d'emploi dans ce domaine sont annoncées chaque année au Québec, ce qui est de beaucoup supérieur au nombre de diplômés qui sortent des universités. » Secteur toujours en demande par ailleurs.

Sur ce, je pense avoir trouvé une explication face à la contradiction : « secteur en demande et pas de réponses à mes démarches de recherche d'emploi ». Il semble qu'au Québec, le critère de l'expérience comme condition d'embauche ait été érigé en dogme plus qu'ailleurs. Sur la toile des recruteurs, un site Internet dédié à différents aspects touchant la gestion des ressources humaines, les propos obtenus en entrevue auprès de M. Pierre-Marie Lagier (consultant et chargé de cours au département des ressources humaines à l'UQAM) concernant la problématique des jeunes diplômés et l'expérience difficile à acquérir sont sans équivoque.

En Europe et aux États-Unis

« Chez moi, le manque d'expérience est un sujet constant de réflexion. C'est un handicap majeur au Québec et au Canada ; beaucoup plus que ça ne l'est aux États-Unis ou en Europe. Je trouve que les entreprises canadiennes insistent beaucoup trop sur l'expérience professionnelle. Pourquoi une entreprise exige-t-elle un chef du personnel avec cinq ans d'expérience ? Pourquoi pas 10 ans ? Car l'expérience, selon moi, ne suffit pas. »

Bravo les trop nombreux employeurs d'ici qui focalisent sur quelques critères obtus plutôt que de considérer un plus large bassin de candidats avec, de prime abord, une perspective pluridimensionnelle : connaissances, aptitudes, compétences, expériences de vie, attitudes, capacité de leadership, etc. Pas d'expérience au suivant ! Notre « inexpérimenté » n'a qu'à ronger son frein et attendre les vagues successives de baby-boomers qui prendront leur retraite par segments successifs de sous-cohortes. Auquel cas de projection dans le futur, s'ensuivra une pénurie de main-d'oeuvre généralisée.

Pour l'instant, voilà que malgré mes sept années d'études postsecondaires, la polyvalence que m'offrent trois diplômes de premier cycle et même si je ne me limite pas à poser ma candidature à des postes en ressources humaines, aucun employeur ne m'a convoqué en entrevue au cours de l'année 2004-2005.

À bout de souffle !

BIANCA BATTISTINI
L'auteure habite à Sherbrooke

Alors que, récemment, nous avons pu voir des reportages où on aperçoit Claude Léveillé et Gilles Carle se porter à la défense des aidants naturels, je pense que nous sommes plusieurs au Québec qui se sont reconnus et qui ont hoché la tête, fermé les yeux et versé une larme !

Ce n'est pas exagéré : les aidants naturels que nous sommes sont fatigués et isolés. On dit que sur 20 % des gens de plus de 65 ans qui ont des problèmes de santé ou de vieillissement, 5 % sont en centres de longue durée (CHLSD) et 15 % sont maintenus à domicile grâce à des aidants naturels. Ce sont majoritairement des femmes âgées de 35 à 55 ans.

Moi j'aime mes parents et je sais qu'ils ont une peur bleue d'être « placés »... Que ce soit mon père de 83 ans, chancelant, ou ma mère malade et son mari Alzheimer, ils cachent leur réalité. Et nous, aidants naturels, pour tenter de respecter leur volonté, nous vendons ou hypothéquons nos biens, nous perdons nos emplois, nous revenons dans notre ville pour veiller sur eux... Et le système ne fait pas grand-chose. La récente annonce à ce sujet du ministre Couillard, même si je le respecte plus que tout autre politicien, me fait tout simplement rire (ou devrais-je dire pleurer).

Le CLSC

J'ai contacté le CLSC de ma région il y a trois semaines, à bout de souffle, en pleurs, car mes père et mère devaient revenir à la maison. Mais moi je dois travailler pour payer mes comptes. J'ai reçu l'aide morale de M^me^ Sylvie Rousseau à l'évaluation du CLSC ; elle a été tout à fait extraordinaire, mais elle n'a pas de budget, autre que d'envoyer un infirmier aux trois jours pour les pansements. Oui j'ai la popote roulante maintenant, le midi, mais on doit payer. Si on veut de l'aide au ménage ou pour l'hygiène personnelle, il faut payer. Finalement, le CLSC représente un tas de bonnes personnes, qui nous donnent des numéros de téléphone d'organisations ou d'associations, qui moyennant des sous, vont venir aider pour maintenir les gens à domicile. Mais le CLSC est extraordinaire au niveau de l'aide psychologique.

Merci quand même aux travailleurs du CLSC de Sherbrooke, vous pleurez avec nous, à bout de souffle, sans budget pour agir.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

LA PERSONNALITÉ LA PRESSE DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

François Savard:

L'art est dans la télé

ANNE RICHER

Ils ne sont que sept employés chez Bug.tv, mais les locaux ont tout d'une ruche. En pleine période préolympique italienne, la jeune compagnie lévisienne doit livrer tout un déploiement de logiciels pour la télévision au réseau américain NBC. Ce dernier a été ébloui par ses performances, son avant-gardisme et sa précision, et n'a pas hésité à en faire l'acquisition pour la diffusion d'un événement qui va toucher de trois à quatre milliards de téléspectateurs. La confiance est totale et elle doit l'être car c'est plus de 416 heures de programmation olympique que le réseau et ses chaînes spécialisées vont offrir au monde, soit 24,5 heures d'émission quotidienne durant les Jeux.

Bug.tv et son système de présentation de graphiques animés en haute définition témoignent du génie et de l'entrepreneurship québécois en matière de logiciels pour la télévision. Des logiciels de haute définition qui remplacent même les systèmes existants les plus coûteux. Pour cet exploit, *La Presse* nomme son cofondateur et directeur général François Savard Personnalité de la semaine.

Avant-garde

« On fabrique un outil qui va donner plus de beauté à nos clients. On libère le créateur de télévision de certains carcans. C'est la force et la valeur de notre système. La télé est un show visuel. Nous, on est comme un livre. On écrit chaque fois de nouveaux chapitres en offrant différents produits. Et ce qui nous caractérise en plus, c'est qu'on le fait pour des plateformes grand public.»

Notamment, ceux qui travaillent sur des Macintosh n'auront aucune difficulté à utiliser ce logiciel qui évolue sans cesse et se situe toujours à la fine pointe du développement technologique.

Bug.tv a deux ans et demi à peine. Au début, ils étaient cinq, ils ne sont plus que deux à la direction. Son partenaire : Harold Pilote. « On est tenaces, déterminés, dit François Savard pour expliquer l'explosion de leur succès. On est déjà présents dans plusieurs pays du monde dont l'Autriche, la Suisse, la Turquie, etc. Le logiciel est conçu comme des blocs Lego et peut s'utiliser dans de petits postes de télé. »

Les chaînes de télévision veulent capter l'attention du plus grand public possible. Il leur faut une vitrine, des images, une façon de faire et de se présenter qui les singularise. Les créateurs se plaignent souvent de la lourdeur des outils qu'ils utilisent, les trouvant inopérants. Bug.tv vient les libérer. Et si on se demande pourquoi la télévision d'État — et autres grandes chaînes d'ici — n'utilise pas encore cette technologie, François Savard croit qu'elle le fera le jour où ses outils actuels seront dépassés. « Il faut aussi une évolution dans la vision des choses », dit-il.

Les meilleurs

Sans forfanterie mais sans détour non plus, si on lui demande pourquoi c'est au Québec que l'on a inventé un tel système, François Savard répond : « Parce qu'on est les meilleurs. »

Foncer tête première. C'est la première bonne initiative. « On prend le monde par surprise. On reconnaît les Québécois de plus en plus. Notre planète est très petite, les besoins de l'homme sont les mêmes partout. Il faut rester humain et philosophe. » Il ajoute que les Québécois ont depuis longtemps dépassé l'esprit de clocher, qu'ils vivent dans « une société postmoderne extraordinaire. »

Autre explication à la libération de l'imagination : « J'ai 40 ans. Je fais partie de la première génération d'enfants à prendre un pouvoir qui n'est pas tributaire de la religion ou des règles ancestrales. Les premiers enfants de mères libérées. »

François Savard a été un enfant enjoué, bien dans sa peau, au sein d'une famille de gens de médias, dont son père Christian Savard. Il a fait ses études en microbiologie à l'Université de Montréal. Mais le jeune homme actif et ambitieux a cherché à explorer d'autres voies. L'informatique a toujours été au coeur de ses actions. Il en a vendu. Il y a eu des détours par les produits pharmaceutiques. Mais c'est finalement l'informatique qui a pris le dessus.

Il est allé vivre à Québec « par amour », et est père de trois enfants. L'entreprise qu'il a fondée grandit pour eux et avec eux. Et elle fournit à son directeur général sa vision des choses qui peut s'appliquer à l'un et à l'autre : « Le rôle du chef d'une entreprise est de la guider et non de la freiner. »

PHOTO RAYNALD LAVOIE, LE SOLEIL

« On est comme un livre. On écrit chaque fois de nouveaux chapitres en offrant différents produits. »

« On prend le monde par surprise. On reconnaît les Québécois de plus en plus. »

LOTO QUÉBEC
BANQUE NATIONALE
ALCAN
Hydro Québec

Retrouvez La personnalité de la semaine
La Presse/Radio-Canada demain matin

René Homier-Roy
C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN
du lundi au vendredi
de 5h à 9h
95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

Michel Viens
MATIN EXPRESS
du lundi au vendredi
de 6h à 10h
RDI
LE RÉSEAU DE L'INFORMATION DE RADIO-CANADA

3365539A
3377987